

# LE TRAITEMENT JURIDIQUE DES CONJOINTS DE FAIT: DEUX POIDS, DEUX MESURES!

Brigitte Lefebvre\*

Synthèse . . . . .	225
Introduction . . . . .	227
I- Le conjoint de fait et le droit commun . . . . .	227
A) Concept quasi étranger au Code civil . . . . .	228
B) Le palliatif conventionnel: la convention de vie commune . . . . .	229
1) Nature de l'obligation et exécution du contrat . . . . .	229
2) Contenu du contrat . . . . .	230
a) Nature de l'indemnité de rupture. . . . .	230
b) Exigibilité de l'indemnité de rupture . . . . .	231
c) Le partage des biens à la rupture . . . . .	232
d) Résidence familiale . . . . .	234
C) Le palliatif judiciaire en l'absence de convention: l'enrichissement injustifié . . . . .	234
II- Le conjoint de fait et le droit statutaire . . . . .	239
A) Le droit provincial . . . . .	239
1) Le concept de vie maritale . . . . .	240
a) Cohabitation . . . . .	241

---

\* Notaire et professeure au département des Sciences juridiques de l'Université du Québec à Montréal. L'auteur tient à remercier M<sup>me</sup> Delphine Nakache pour les recherches et l'analyse effectuées pour certaines parties du texte.

b) Cohabitation discontinue. . . . .	242
c) Cohabitation interrompue . . . . .	243
d) Cohabitation et rupture . . . . .	244
e) Secours mutuel . . . . .	244
f) Caractère public de l'union . . . . .	245
g) Vie maritale et sexualité . . . . .	246
h) Bigamie juridique . . . . .	246
2) Les effets de la vie maritale . . . . .	247
B) Le droit fédéral . . . . .	249
1) Les critères . . . . .	250
2) Les effets . . . . .	250
Conclusion . . . . .	252
Annexes . . . . .	253

## SYNTHÈSE

Hier considéré contraire à l'ordre public, aujourd'hui forme courante d'union conjugale, l'union de fait est acceptée dans la société québécoise et fait partie de ses mœurs. Si ce statut est socialement reconnu comme une alternative au mariage, le législateur n'en fait pas la même lecture et a une attitude pour le moins ambiguë. En effet, tantôt il reconnaît aux conjoints de fait hétérosexuels, et depuis peu homosexuels, des droits et obligations identiques aux personnes mariées, alors que dans d'autres cas il ignore totalement cette situation de fait. Cette dichotomie du droit ne peut que contribuer à créer une grande confusion et le fossé entre le droit commun et le droit statutaire s'élargit sans cesse. Ce vide juridique peut être comblé contractuellement ou à défaut par l'intervention judiciaire qui donne ouverture, de plus en plus, à la demande d'enrichissement injustifié. À la lumière de la jurisprudence récente, nous examinerons d'abord le traitement juridique des aspects patrimoniaux de l'union de fait en présence d'une convention de concubinage ou en l'absence de celle-ci. Puis, nous exposerons le contenu du droit statutaire québécois pour, par la suite, faire état des principales modifications proposées par le projet de loi fédérale en la matière.



## INTRODUCTION

Hier considérée contraire à l'ordre public, aujourd'hui forme courante d'union conjugale, l'union de fait est acceptée dans la société québécoise et fait partie de ses mœurs. Si ce statut est socialement reconnu comme une alternative au mariage, le législateur n'en fait pas la même lecture et a une attitude pour le moins ambiguë. En effet, tantôt il reconnaît aux conjoints de fait hétérosexuels (et depuis peu homosexuels) des droits et des obligations identiques aux personnes mariées, tantôt il ignore totalement cette situation de fait. Cette dichotomie du droit ne peut que contribuer à créer une grande confusion, et le fossé entre le droit commun et le droit statutaire s'élargit sans cesse.

Ce vide juridique peut être comblé par un contrat entre les conjoints ou un acte unilatéral, comme le testament. À défaut, il faut recourir aux tribunaux qui donnent ouverture, de plus en plus, à la demande d'enrichissement injustifié. À la lumière de la jurisprudence récente, nous examinerons d'abord le traitement juridique des aspects patrimoniaux de l'union de fait en présence d'une convention de concubinage ou en l'absence de celle-ci. Puis, nous exposerons le contenu du droit statutaire fédéral et québécois où le principal enjeu est souvent d'établir l'existence de l'union de fait.

## I- LE CONJOINT DE FAIT ET LE DROIT COMMUN

Malgré l'évolution des mœurs sociales, le législateur a choisi, lors de la réforme du Code civil, de mettre de côté les recommandations de l'Office de révision du Code civil et de s'abstenir de légiférer sur les conjoints de fait. Ce choix du législateur se fonde essentiellement sur le respect de l'autonomie de la volonté des conjoints de fait et la liberté des conventions<sup>1</sup>. Pour certains, il est donc important d'avoir présents à l'esprit ces fondements lors de l'analyse des effets juridiques des unions de fait<sup>2</sup>. Mais peut-on véritablement être certain de

1. Cette position est assez étrange car, d'une part, le législateur n'a pas eu les mêmes scrupules quelques années auparavant envers les conjoints mariés en séparation de biens en instaurant le patrimoine familial et, d'autre part, il a cru bon d'édicter comme principe général du droit des contrats l'obligation de bonne foi qui pallie les abus de la liberté contractuelle. Sur les fondements du choix du législateur, voir: Donald M. HENDY et Corina N. STONEBANKS, «Strangers at Law? The Treatment of Conjoints de Fait in the Civil Law of Quebec and the Development of Unjust Enrichment», (1995) 55 *R. du B.* 71, 76-77.

2. Des auteures sont d'avis qu'en conséquence les tribunaux devraient respecter la volonté des conjoints de fait de ne pas être régis par la loi et limiter leur intervention. Claudia P. PRÉMONT et Michèle BERNIER, «Un engagement distinct qui engendre (à suivre...)»

l'existence d'une volonté claire et nette de se soustraire à l'emprise du droit compte tenu du message ambigu qu'envoie le législateur? Il nous apparaît qu'il n'est pas automatique que les conjoints de fait ont voulu se placer dans une situation de non-droit et que plusieurs d'entre eux ne sont pas conscients de leur statut précaire.

Nous aborderons, dans cette partie, le traitement juridique des conjoints de fait par le droit commun à la lumière de la jurisprudence.

### A) Concept quasi étranger au Code civil

Le Code civil réfère, dans plusieurs de ses articles, à la notion de conjoint sans la définir. Dernièrement, la jurisprudence a eu le loisir de réitérer qu'il n'y a aucun doute sur l'intention du législateur. En conséquence, le terme «conjoint» dans le Code civil n'inclut pas le conjoint de fait<sup>3</sup>. Les droits reconnus et les obligations imposées aux conjoints dans le Code s'appliquent aux personnes mariées. Lorsque, exceptionnellement, le législateur a voulu viser les conjoints de fait, il a utilisé le vocable «concubin».

Le Code civil reconnaît certains droits aux conjoints de fait, mais de façon limitative. On fait référence à la notion de «concubin» en matière d'adoption (art. 555, 579), de reprise de possession d'un logement (art. 1958) et de maintien dans les lieux (art. 1938). Dans certains cas, le législateur fixe une durée de cohabitation pour donner ouverture au droit. Cette durée varie selon les articles<sup>4</sup>. L'union de fait ne saurait cependant être réduite à la cohabitation de deux personnes.

La question se pose donc: quand sommes-nous en présence de concubins? Nous croyons qu'il est judicieux de se référer aux enseignements de la jurisprudence développés en fonction du droit statutaire<sup>5</sup>. Ainsi, les critères de cohabitation, de secours mutuel et de commune renommée serviront de guide.

- 
2. (...suite)  
des conséquences distinctes», dans *Développements récents sur l'union de fait* (2000), Service de la Formation permanente du Barreau du Québec, Cowansville, Éditions Yvon Blais Inc., 2000, p. 1.
  3. *Di Paolo (Syndic de)*, [1998] R.J.Q. 174 (C.S.). Interprétation de la notion de conjoint à l'article 2457 C.c.Q. Ainsi, la valeur de rachat d'une police d'assurance-vie dont le conjoint de fait est bénéficiaire est saisissable. *Demers (Succession de) c. Boily*, J.E. 99-2345 (C.S.). L'article 764 C.c.Q. ne trouve pas application pour les conjoints de fait. Ainsi la cessation de la vie commune n'a pas pour effet de révoquer le legs en faveur de l'ex-conjointe de fait. *Cliche c. Boivin*, [1998] J.L. 185 (R.L.) (art.1957 C.c.). En matière d'adoption, voir: *Droit de la famille-3506*, B.E.2000BE-159, AZ-50068648 (C.Q.). *Contra*: L. c. L., [1997] R.L. 286 (C.Q.) Ce jugement considère que le «meilleur intérêt de l'enfant» commande que le mot «conjoint» à l'article 555 C.c.Q. vise également le concubin d'un parent collatéral.
  4. Art. 1938 C.c.Q. (6 mois); Art. 555 C.c.Q. (3 ans).
  5. *Infra*, p. 235 et s.

Une remarque, toutefois, s'impose quant à la durée de la relation. Le concubinage est une question de fait, mais également d'intention. En droit statutaire, le législateur impose en général une exigence de durée pour accorder des effets juridiques à l'union de fait. La durée fait preuve de la stabilité de la relation. En vertu du droit commun, la durée facilitera la preuve de l'union, mais nous croyons que le statut de conjoint de fait peut être reconnu après une courte période. En effet, lorsque deux personnes décident de vivre sous le même toit comme le feraient des époux mariés, la durée de l'union ne devrait avoir d'importance que pour permettre de conclure à l'existence de la situation de fait. S'il n'est pas impensable que des personnes mariées rompent après quelques mois de mariage, pourquoi le serait-il pour des conjoints de fait? Selon nous, tout dépend de l'intention initiale et des faits et gestes qui permettent de la prouver (ex: déménagement de tous ses biens dans le même lieu, cohabitation à la suite de longues fréquentations, convention de concubinage, âge et maturité des conjoints, projet de famille, etc.).

La notion de concubin au Code civil vise-t-elle les concubins homosexuels? La jurisprudence a eu à se pencher sur cette question à quelques reprises en regard de l'article 1958. Les tribunaux ont considéré le potentiel de discrimination sur l'orientation sexuelle et se sont référés au sens donné au dictionnaire *Petit Robert* qui étend sa définition à la relation homosexuelle. En conséquence, la reprise de possession d'un logement en vertu de l'article 1958 C.c., ne peut être effectuée que par des indivisaires homosexuels<sup>6</sup>.

Si la reconnaissance du statut de concubin aux homosexuels ne pose pas véritablement de problème en matière de logement, la question se pose en des termes différents en matière d'adoption, car il faut l'examiner à la lumière de la notion de l'intérêt de l'enfant qui est le principal intéressé. Il est fort probable que la question soit posée aux tribunaux rapidement dans le contexte actuel.

## **B) Le palliatif conventionnel: la convention de vie commune**

Les conjoints de fait signent parfois une convention de vie commune pour régir les modalités patrimoniales durant leur union et lors de la rupture. Nous verrons ci-dessous les enseignements de la jurisprudence récente sur ce sujet.

### **1. Nature de l'obligation et exécution du contrat**

En droit civil, l'union de fait ne crée pas, *a priori*, de droits ni d'obligations. Étant considérée comme une situation de non-droit<sup>7</sup>, la doctrine estime qu'elle

6. *Thompson c. Bérubé*, [2000] J.L. 142 (R.L.); *Cloutier c. Desparois*, [1998] J.L. 190 (R.L.). Contra: *Martineau c. Léone*, [1995] J.L. 325 (R.L.).

7. Jean CARBONNIER, «L'hypothèse du non-droit», (1963) 8 *Archives de philosophie du droit* 55, 62.

peut tout au plus donner naissance à des obligations naturelles<sup>8</sup> qui, comme on le sait, sont dépourvues de force exécutoire.

Ceci étant dit, il n'en demeure pas moins que l'union de fait n'est plus une situation qui offense l'ordre public et les bonnes mœurs. En conséquence, rien ne fait obstacle à ce que les conjoints de fait s'engagent l'un envers l'autre contractuellement sur les aspects patrimoniaux de leur relation. La convention de concubinage est un contrat licite qui, comme tout autre contrat, crée des obligations civiles<sup>9</sup> susceptibles d'exécution devant les tribunaux<sup>10</sup>.

## **2. Contenu du contrat**

Si la validité de ce type de contrat ne fait plus de doute, il convient de prêter une attention particulière à sa rédaction, afin que les clauses produisent les effets juridiques voulus à la rupture.

### *a) Nature de l'indemnité de rupture*

Les tribunaux ont reconnu que les parties étaient libres de se créer conventionnellement des obligations, notamment, le paiement d'une «pension alimentaire»<sup>11</sup>. Si tel est le cas, et ce, malgré le vocable utilisé, cette pension demeure «conventionnelle» et non pas «alimentaire» au sens de la loi, car cette dernière ne crée aucune obligation alimentaire entre les conjoints de fait<sup>12</sup>. En

8. Marcel GUY, «Les accords entre concubins et entre époux après la loi 89», (1981) *C.P. du N.* 159; Mireille D. CASTELLI, *Précis du droit de la famille*, 2<sup>e</sup> éd., P.U.L., Québec, 1990, p. 423.
9. L'obligation naturelle est alors novée en obligation civile. Philippe MALAURIE, *Famille*, coll. Droit civil, 6<sup>e</sup> éd., Paris, Cujas, 1998, p.151; Jean-Louis BAUDOUIN et Pierre-Gabriel JOBIN, *Les obligations*, 5<sup>e</sup> éd., Cowansville, Éditions Yvon Blais Inc., 1998, p. 25.
10. Nataly CARRIER, «La convention de vie commune au Québec: palliatif à l'absence de législation», dans J. BEAULNE et M. VERWILGHEN (dir.), *Points de droit familial: rencontres universitaires belgo-québécoises*, Montréal, Wilson & Lafleur, 1997, p. 239, aux p. 246 et 247. *Parent c. Côté*, J.E. 88-59 (C.P.); *Droit de la famille – 2760*, [1997] R.D.F. 720 (C.S.). Dans cette affaire les propos du juge sont sans équivoque: «Un tel engagement ne viole nullement la loi ni l'ordre public puisque, depuis l'abrogation de l'article 768 C.c.B.C., le concubinage n'est plus considéré comme contraire aux bonnes mœurs ou à l'ordre public. [...] Les concubins, du choix du législateur, ne sont soumis à aucun régime juridique particulier. Ils jouissent de toute la liberté possible en matière de convention et de contrat. Chacun est donc libre de se créer ses obligations et d'en déterminer l'étendue.» (p. 727); *Ruiz c. Benito*, [1999] R.D.I. 67 (C.S.); comme tout autre contrat, il peut être vicié par l'erreur sur la considération principale et annulé. *Hamel c. Mireault*, J.E. 98-1907 (C.S.).
11. *Droit de la famille – 2760*, [1997] R.D.F. 720 (C.S.).
12. *Beaudoin c. Jacques*, B.E. 2000BE-788 (C.S.); *Droit de la famille – 2760*, [1997] R.D.F. 720 (C.S.); Denis LAPIERRE, «Les contrats de vie commune», dans *Développements récents sur l'union de fait (2000)*, Service de la formation permanente (à suivre...)



conséquence, cette pension dite alimentaire ne répond pas automatiquement aux mêmes critères. Ainsi, à moins d'y référer expressément dans la convention, elle n'est pas établie en fonction des besoins et en tenant compte de la capacité de payer du débiteur, car ces critères ne s'appliquent que pour les personnes mariées<sup>13</sup>. Il faut alors prévoir un montant déterminé ou les modalités pour l'établir. De plus, il est très important de prévoir un terme, car la pension ne peut être annulée au motif que le créancier est désormais autonome financièrement. Dans le même ordre d'idées, la pension ne peut être révisée, à moins d'une stipulation à cet effet dans la convention.

La nature de cette pension a également une incidence sur sa caducité. En effet, cette pension revêt un caractère purement personnel, ce qui la rend viagère. En conséquence, le décès du créancier mettra un terme à son exigibilité. Toutefois, s'il s'agit du décès du débiteur, la réponse est différente. En effet, étant une dette civile, elle sera, comme toutes les autres obligations du défunt, transmise à ses héritiers<sup>14</sup>.

#### b) Exigibilité de l'indemnité de rupture

Lors de la rédaction de la convention, il peut être judicieux d'assujettir le paiement de l'indemnité de rupture à une condition suspensive, telle une durée minimale de l'union de fait. Ceci nous amène à traiter de l'affaire *Ruiz c. Benito*<sup>15</sup>.

Après une liaison quelque peu tumultueuse, les conjoints conviennent de reprendre la vie commune et signent, à cet égard, une convention notariée de concubinage, afin d'en régir certains aspects. Dans cet acte, monsieur cède à madame la demi-indivise de la résidence commune pour 1 \$. L'acte prévoit également qu'advenant une rupture, madame pourra se porter acquéreur de l'autre moitié indivise pour la somme de 1 \$. À la suite de la rupture et du refus de monsieur de lui transférer le titre, elle intente une procédure pour se faire déclarer propriétaire unique de l'immeuble.

Monsieur invoque divers arguments pour faire déclarer nulles ces cessions. Premièrement, il invoque le caractère lésionnaire de la convention. Le tri-

12. (...suite)  
du Barreau du Québec, Cowansville, Éditions Yvon Blais Inc., 2000, p. 31, aux p. 38 et 41. Voir la jurisprudence citée par cet auteur qui fait produire des effets de nature alimentaire à une telle pension. *Hallé c. Gohier*, [1998] R.D.F. 529 (C.S.); *Droit de la famille-3162*, J.E. 98-2333 (C.S.). Notons que les modifications apportées par le projet de loi C-23 à l'article 215(1)b) du *Code criminel* introduit indirectement une obligation du type alimentaire pour les conjoints de fait par la notion de nécessité de la vie. Toutefois, il ne s'agit pas d'une réclamation civile.
13. *Droit de la famille – 2760*, [1997] R.D.F. 720 (C.S.).
14. Philippe MALAURIE, *Famille*, coll. Droit civil, 6<sup>e</sup> éd., Paris, Cujas, 1998, p. 496; même si la dette avait un caractère alimentaire, un auteur est d'avis que la réponse serait la même: Jean-Jacques DUPEYROUX, «La transmissibilité passive des obligations alimentaires», D.1959, chron. 71, 74.
15. *Droit de la famille – 2760*, [1997] R.D.F. 720 (C.S.).

bunal rejette rapidement cet argument en qualifiant, à juste titre, cette convention de contrat civil et non de convention matrimoniale. Dans un tel cas, le principe général s'applique; la lésion n'est pas admise entre majeurs. Deuxièmement, il invoque l'ingratitude pour faire révoquer ce qu'il prétend être une donation. Après analyse, le tribunal est d'avis que ce motif ne peut être invoqué, car il ne s'agit pas d'une donation. En effet, malgré la stipulation à l'acte que la cession est faite pour 1 \$ et le droit de préférence accordé pour le même montant, il y a eu d'autres considérations. En effet, madame a dû quitter par deux fois un emploi et un logement pour venir vivre avec monsieur, et c'est ce qui justifie la cession de la demi-indivise et le droit de préférence. Troisièmement, monsieur invoque la courte durée de l'union. Le tribunal fait remarquer, à juste titre, que la durée n'est pas pertinente en l'espèce, car aucune condition n'a été prévue en ce sens à l'acte.

Le tribunal a donc donné plein effet à la convention notariée qui reflète la volonté des parties. Il y a lieu, toutefois, de s'enquérir des désirs des parties et de prévoir, le cas échéant, une durée minimale de l'union pour donner ouverture à l'indemnité de rupture. Naturellement, chaque cas est un cas d'espèce.

*c) Le partage des biens à la rupture*

Les conjoints sont souvent désireux de bénéficier de l'accroissement des actifs patrimoniaux qu'ils ont acquis durant leur vie commune. Il faut, toutefois, faire attention au libellé de la convention de vie commune pour arriver à cette fin. Un jugement récent<sup>16</sup> le rappelle et mérite qu'on s'y attarde. Les faits sont les suivants. Monsieur et madame ont fait vie commune pendant 18 ans. À la suite d'une première rupture, ils se réconcilient et signent une entente notariée en vue de mettre en commun certains de leurs actifs. L'acte prévoit la création de patrimoines communs, soit un patrimoine familial et un patrimoine d'entreprise, advenant rupture<sup>17</sup>.

À la suite de la rupture, madame demande l'exécution de cette convention. Monsieur soulève que l'entente est nulle, car contraire à l'ordre public, et qu'il est impossible de créer conventionnellement des patrimoines distincts, sauf dans les mesures permises par la loi, lors de la création d'une substitution, d'une fondation ou d'une fiducie.

Le juge se demande donc si des conjoints de fait ont la possibilité de se constituer un patrimoine familial. Le tribunal répond rapidement par la négative à cette question et conclut à une nullité *ab initio*. Avec égard, nous considérons que l'analyse de cette partie du jugement n'est pas déterminante. D'une part, les

---

16. *Couture c. Gagnon*, [1999] R.J.Q. 2924 (C.S.). Cette décision est en appel.

17. Pour le libellé de l'acte, voir Annexe I.

références sur lesquelles s'appuie le juge sont utilisées hors contexte. Tout ce que ces auteurs disent, c'est que les dispositions sur le patrimoine familial sont des dispositions d'ordre public auxquelles les époux ne peuvent déroger, et que ces articles ne s'appliquent pas aux conjoints de fait. D'autre part, le juge semble indirectement conclure qu'il ne peut y avoir création d'un patrimoine distinct que dans les cas ci-dessus énoncés, alors que l'institution du patrimoine familial ne crée pas chez les époux un tel patrimoine. Le patrimoine familial confère un droit de créance et non pas un droit réel dans les biens qui le composent. N'aurait-on pas pu voir dans cette clause de la convention l'intention maladroite de stipuler une indemnité de rupture, une dette civile advenant rupture et les modalités pour en déterminer la valeur?

Quant au patrimoine d'entreprise, le tribunal examine la question sous l'angle de la donation. Il considère qu'il n'y a pas eu dessaisissement en l'espèce. Nous partageons la conclusion à laquelle arrive le tribunal, mais les motifs invoqués ne sont pas exempts de tout commentaire. D'une part, le tribunal fonde cette conclusion sur une clause de l'entente qui stipule que: «Chacun des comparants conservera l'administration, la jouissance et la libre disposition de tous ses biens mobiliers et immobiliers». Cette clause ne nous apparaît pas déterminante en l'espèce, car rien n'empêche que l'administration, la jouissance et la libre disposition portent sur une quote-part d'un bien. D'autre part, le tribunal ajoute que, si la rupture était survenue lors d'un décès, on aurait alors été en présence d'une donation à cause de mort, ce qui n'est pas permis dans un tel acte, sans faire aucune nuance entre les biens présents et les biens futurs. Or, pour les biens présents, le décès peut être un terme, soit le moment où la donation deviendra exigible<sup>18</sup>.

Il appert que des arguments de société tacite et d'enrichissement injustifié n'ont été introduits qu'à la dernière minute et que ces allégations n'ont pas été prouvées.

Que doit-on retenir dans les circonstances vu l'état de la jurisprudence? Les conjoints de fait ne peuvent se constituer un patrimoine familial conventionnellement. Il vaut mieux convenir d'une indemnité de rupture qui sera calculée, compte tenu du patrimoine respectif de chaque conjoint, en appliquant les règles de calcul du patrimoine familial. Cet engagement, l'obligation de payer à la rupture, doit être mutuel et réciproque. L'obligation, c'est-à-dire le montant à payer lors de la rupture, même s'il n'est pas déterminé au moment de la signature de la convention, est toutefois déterminable<sup>19</sup>, car les modalités du calcul sont

18. Germain BRIÈRE, *Donations, substitutions et fiducie*, Montréal, Wilson & Lafleur, 1988, p. 80.

19. Art. 1373, 1374 C.c.Q. Des auteurs ont émis l'opinion que les conjoints peuvent puiser çà et là dans les règles du Code en matière matrimoniale, afin de constituer une convention innommée dont l'objectif est un simple partage de biens: Serge ALLARD, Serge BINETTE et Pierre CIOTOLA, «Le concubinage», R.D. – Famille – Doctrine – Document 3, Montréal, 1993, n° 93, p. 38.

connues à la conclusion du contrat. Par ailleurs, cette entente ne fait aucun doute pour les gains inscrits durant la vie maritale auprès de la Régie des rentes, pour certains droits de retraite accumulés, car les lois prévoient la possibilité d'un tel partage suite à la rupture lorsqu'il y a une entente écrite<sup>20</sup>. Quant aux biens d'entreprise, il est suggéré de rédiger un contrat de société en bonne et due forme. Dans les deux cas, il pourrait y avoir donation d'une quote-part indivise, ce qui vaut pour les biens présents et non pour les acquisitions futures.

d) *Résidence familiale*

Pour terminer, nous voulons souligner certains jugements rendus qui traitent de la résidence familiale. Il est possible de créer conventionnellement un droit d'usage en faveur de l'ex-conjoint, mais il est opportun de prévoir un terme car, à défaut, le droit est viager<sup>21</sup>. Les parties peuvent prévoir que l'ex-conjoint pourra habiter avec les enfants la résidence familiale jusqu'à ce qu'elle soit vendue. Cette entente a pour effet de mettre en échec l'article 1016 C.c.Q. En conséquence, l'autre copropriétaire ne peut pas réclamer d'indemnité de loyer pour usage exclusif du bien indivis, à moins de stipulation expresse<sup>22</sup>. L'usage exclusif de la résidence familiale, malgré le fait que les deux conjoints en soient propriétaires, peut être attribué à celui qui a la garde des enfants, tant que dure l'indivision<sup>23</sup>.

**C) Le palliatif judiciaire en l'absence de convention: l'enrichissement injustifié**

La rupture de l'union de fait soulève les mêmes problèmes que la rupture du mariage. Elle peut occasionner, pour l'un des conjoints et les enfants, des modifications importantes dans leurs conditions matérielles de vie. Afin de pallier les lacunes du Code, les tribunaux ont recours à d'autres mécanismes juridiques, comme l'enrichissement injustifié ou la société tacite. Les éléments à prouver pour donner ouverture à la reconnaissance d'une société limitent sa portée<sup>24</sup>. La notion d'enrichissement injustifié est susceptible de trouver beaucoup plus souvent application.

---

20. *Loi sur le régime de rentes du Québec*, L.R.Q., c. R-9, art. 102.10.3 à 102.10.10; *Loi sur les régimes complémentaires de retraite*, L.R.Q., c. R-15.1, art. 109, 110. L'attribution maximale est de 50 % des droits accumulés; *Loi sur le partage des prestations de retraite*, L.C. 1992, c. 46, art. 4(2); *Loi sur les normes de prestation de retraite*, L.R.C. 1985, c. 32 (2<sup>e</sup> supp.), art. 25.

21. *Droit de la famille* – 2760, [1997] R.D.F. 720 (C.S.).

22. *L'Heureux c. Pelletier*, REJB 98-07163 (C.Q.).

23. Le tribunal fait alors prévaloir l'intérêt des enfants. Art. 33 C.c.Q. *Droit de la famille* – 3751, [2000] R.D.F. 745 (C.S.); *Droit de la famille* – 3710, B.E. 2000BE-1111, (C.S.); *Droit de la famille* – 3457, [1999] R.D.F. 777 (C.S.). Dans cette affaire, le droit d'usage est accordé au conjoint non propriétaire.

24. Pour reconnaître l'existence d'une société, il faut prouver 3 éléments: l'apport, le partage des bénéfices et l'intention de former une société. Ce dernier élément (à suivre...)

Les tribunaux sont, depuis la dernière décennie<sup>25</sup>, beaucoup plus enclins à tenir compte de la situation de fait créée par la vie maritale et à donner ouverture au recours en enrichissement injustifié, surtout lorsqu'il s'agit d'union de longue durée<sup>26</sup>. Il importe de rappeler que ce recours a comme fondement la maxime «Nul ne doit s'enrichir aux dépens d'autrui» et vise donc à remédier aux iniquités<sup>27</sup>.

La Cour suprême a rendu un arrêt déterminant sur la question en 1993. Malgré le fait que cette cause origine de la common law, les critères dégagés par la Cour peuvent s'appliquer au Québec. En effet, les concepts d'enrichissement injustifié du Code civil et celui d'*unjust enrichment* de la common law sont similaires et n'appellent pas des critères distincts<sup>28</sup>.

Les conditions d'exercice du recours en enrichissement injustifié sont codifiées aux articles 1493 et suivants. Il doit y avoir un enrichissement, un appauvrissement corrélatif et l'absence de justification<sup>29</sup>. Au surplus, aucun autre recours ne doit exister. En conséquence, l'existence d'un contrat de tra-

24. (...suite)  
cause souvent problème. Violaine BELZILE, «Recours entre conjoints de fait; enrichissement injustifié et action *de in rem verso*», dans *Développements récents sur l'union de fait (2000)*, Service de la formation permanente du Barreau du Québec, Cowansville, Éditions Yvon Blais Inc., 2000, p.146; Jocelyn VERDON, «L'union de fait... de quel droit, au fait?», dans *Développements récents en droit familial (1998)*, Cowansville, Éditions Yvon Blais Inc., 1998, p. 59, à la p. 70; Donald M. HENDY et Corina N. STONEBANKS, «Strangers at Law? The Treatment of Conjoints de Fait in the Civil Law of Québec and the Development of Unjust Enrichment», (1995) 55 *R. du B.* 71, 79-82.
25. Selon plusieurs auteurs, la décision charnière est *Beaudet c. Riel*, C.A. Montréal, n° 500-09-001041-813, le 16 mai 1986 (C.A.). Voir également: *Droit de la famille – 359*, [1990] R.J.Q. 983 (C.A.).
26. Des auteurs font remarquer, à juste titre, que la durée n'est pas une condition en droit civil du recours en enrichissement sans cause et démontre qu'il en est de même en Common Law. Donald M. HENDY et Corina N. STONEBANKS, «Strangers at Law? The Treatment of Conjoints de Fait in the Civil Law of Québec and the Development of Unjust Enrichment», (1995) 55 *R. du B.* 71, 101-102.
27. Marie-Josée TEIXEIRA, «L'application de la notion d'enrichissement sans cause à la situation des conjoints de fait», (1996) 10 *R.J.E.U.L.* 43, 48.
28. Sur l'évolution des deux principes, voir: Violaine BELZILE, «Recours entre conjoints de fait; enrichissement injustifié et action *de in rem verso*», dans *Développements récents sur l'union de fait (2000)*, Service de la formation permanente du Barreau du Québec, Cowansville, Éditions Yvon Blais Inc., 2000, p. 139 et s. Sur les arguments pour et contre l'application de l'arrêt *Beblow* en droit québécois, voir: Marie-Josée TEIXEIRA, «L'application de la notion d'enrichissement sans cause à la situation des conjoints de fait», (1996) 10 *R.J.E.U.L.* 43, 66-69. L'auteure conclut à l'application de cet arrêt en droit québécois.
29. Jean-Louis BAUDOUIN et Pierre-Gabriel JOBIN, *Les obligations*, 5<sup>e</sup> éd., Cowansville, Éditions Yvon Blais Inc., 1998, aux p. 434 à 442. Il s'agit des mêmes critères en common law. *Peter c. Beblow*, [1993] 1 R.C.S. 980 ( p. 24 version électronique ci-après v.é.).

vail<sup>30</sup> ou d'une convention traitant des conséquences pécuniaires de la rupture empêche le recours pour enrichissement injustifié<sup>31</sup>.

Comme le souligne une auteure<sup>32</sup>, le principal obstacle à ce recours est la présence d'une cause à l'enrichissement. Ainsi, on tente souvent de justifier l'enrichissement par l'amour que se portaient les conjoints<sup>33</sup>, par l'existence même de l'union de fait, par une intention libérale ou par le fait d'avoir agi dans son propre intérêt. Il est opportun de remarquer que le nouveau Code civil traite d'enrichissement injustifié et non plus d'enrichissement sans cause<sup>34</sup>. La condition de l'absence de justification dans le cadre de l'enrichissement injustifié doit s'apprécier en fonction de la personne enrichie<sup>35</sup>. On doit plutôt se demander s'il était justifié que l'ex-conjoint reçoive les services gratuitement. Poser la question en ces termes oriente la réponse qui est très souvent négative.

Un des effets importants de l'affaire *Beblow* est de contrer ce discours. D'une part, la Cour énonce que le conjoint de fait n'a aucune obligation de travailler pour son conjoint de fait ou de lui fournir des services<sup>36</sup>. D'autre part, la Cour reconnaît que le travail au foyer doit être rétribué au même titre que d'autres services. Le juge McLachlin s'exprime ainsi:

À mon avis, cet argument n'est plus défendable au Canada, que ce soit du point de vue de la logique ou de la jurisprudence. Du point de vue de la logique, je partage l'opinion des professeurs Hovius et Youdan [traduction] «Il n'y a aucune raison logique d'établir une distinction entre les services ménagers et les autres contributions» (précité, à la p. 146). La notion que les services d'entretien ménager et de

---

30. *Binette c. Com-M Consultants inc.*, B.E. 2000BE-463 (C.S.).

31. Une telle entente peut être une transaction et faire obstacle à toute autre demande ultérieure. *Boisvert c. Duguay*, B.E. 2000BE-597 (C.S.).

32. Marie-Josée TEIXEIRA, «L'application de la notion d'enrichissement sans cause à la situation des conjoints de fait», (1996) 10 *R.J.E.U.L.* 43, 51.

33. Ces arguments sont de moins en moins retenus par les tribunaux. Ni l'amour ni le concubinage ne doivent être considérés comme la cause de l'enrichissement, ils justifient plutôt un redressement. *Droit de la famille – 1604*, [1992] R.D.F. 389 (C.S.). Voir la dissidence de la Juge Mailhot, *Droit de la famille – 359*, [1990] R.D.F. 311 (C.A.); *Droit de la famille – 3455*, [1999] R.J.Q. 2947 (C.S.).

34. Donald M. HENDY et Corina N. STONEBANKS, «Strangers at Law? The Treatment of Conjoints de Fait in the Civil Law of Québec and the Development of Unjust Enrichment», (1995) 55 *R. du B.* 71, 93-99. Ces auteurs font remarquer qu'il y a souvent confusion entre l'absence de justification à l'enrichissement par opposition à l'absence de cause. Les termes d'enrichissement injustifié employés au *Code civil du Québec* sont beaucoup plus appropriés.

35. *Trottier c. Trottier*, [1992] R.J.Q. 2378 (C.A.).

36. Par opposition aux obligations des personnes mariées quant aux charges du ménage, notamment. En conséquence, on ne devrait pas raisonner dans le même cadre que celui du conjoint marié qui s'acquitte normalement de ses tâches au foyer. Donald M. HENDY et Corina N. STONEBANKS, «Strangers at Law? The Treatment of Conjoints de Fait in the Civil Law of Québec and the Development of Unjust Enrichment», (1995) 55 *R. du B.* 71, 93. Si l'on suit ce raisonnement, l'enrichissement injustifié devrait être plus facilement reconnu pour les conjoints de fait.

soin des enfants ne méritent pas d'être reconnus par les tribunaux omet de reconnaître que ces services sont fort utiles non seulement pour la famille, mais pour l'autre conjoint. Comme l'a fait remarquer lord Simon, il y a près de trente ans: [traduction] «L'oiseau mâle peut *se replumer* précisément parce qu'il n'est pas tenu de passer la majeure partie de son temps sur le nid» (*With All My Wordly Goods*, Holdsworth Lecture (University of Birmingham, le 20 mars 1964), à la p. 32). En outre, cette notion est préjudiciable en ce qu'elle dévalue systématiquement les contributions que les femmes apportent généralement aux finances de la famille. Elle contribue au phénomène de la féminisation de la pauvreté dont notre cour a parlé dans l'arrêt *Moge c. Moge*, [1992] 3 R.C.S. 813, le juge L'Heureux-Dubé, aux p. 853 et 854. (p. 12 v.é.)

Pour sa part, le juge Cory est d'avis que:

Toutefois, dans la société d'aujourd'hui, on ne peut raisonnablement supposer que l'amour implique nécessairement qu'une partie fera don de ses services à l'autre. (...) on ne s'attend plus que les femmes travaillent exclusivement au foyer. Il faut reconnaître que, lorsqu'elles le font, les femmes renoncent à un emploi à l'extérieur pour fournir des services domestiques et s'occuper des enfants. (p. 27 v.é.)

Mais l'arrêt de la Cour suprême va plus loin et édicte des présomptions qui ont un effet sur le fardeau de la preuve.

Premièrement, la Cour édicte une présomption de corrélation entre l'appauvrissement et l'enrichissement. Le juge Cory énonce:

Plus particulièrement dans un mariage ou dans une union de fait de longue durée, on devrait, en l'absence d'une preuve contraire forte, conclure que l'enrichissement d'une partie donnera lieu à l'appauvrissement de l'autre. (p. 26 v.é.)

Deuxièmement, la Cour édicte la présomption que l'enrichissement n'est pas justifié par l'union de fait. Le juge Cory est d'avis que:

Il n'est pas nécessaire d'établir qu'il y a eu promesse de mariage ou de rémunération relativement aux services fournis. Dans le cas où une personne fournit à l'autre les «services d'un conjoint», on doit plutôt considérer que ces services ont été fournis dans l'attente d'une rémunération, sauf preuve contraire. (p. 30 v.é.)<sup>37</sup>

La majorité de la doctrine<sup>38</sup> est en faveur d'appliquer les critères dégagés par la Cour suprême dans l'affaire *Peter*, alors que la jurisprudence des tribu-

37. La Cour d'appel avait déjà réfléchi dans le même sens en énonçant que la justification devait s'apprécier eu égard à l'enrichi et que l'espérance prouve plutôt que l'on n'entend pas travailler pour rien car elle s'oppose à l'intention libérale, *Trottier c. Trottier*, [1992] R.J.Q. 2378 (C.A.).

38. Jocelyn VERDON, «L'union de fait... de quel droit au fait?», dans *Développements récents en droit familial (1998)*, Service de la formation permanente du Barreau du Québec, Cowansville, Éditions Yvon Blais Inc., 1998, 74; Donald M. HENDY et Corina N. STONEBANKS, «Strangers at Law? The Treatment of Conjointes de Fait in the Civil Law of Québec and the Development of Unjust Enrichment», (1995) 55 *R. du B.* 71, 97-99; Marie-Josée TEIXEIRA, «L'application de la notion d'enrichissement (à suivre...)»



naux québécois est plus hésitante<sup>39</sup>. Chose certaine, on ne peut plus ignorer les demandes faites sur cette base qui sont de plus en plus fréquentes et très souvent légitimes.

Une convention de vie commune peut-elle éviter ou neutraliser une demande fondée sur l'enrichissement injustifié? Sur certains aspects, oui. Les parties peuvent établir les modalités quant à leur participation aux charges du ménage. N'étant pas des époux, ils n'ont pas l'obligation d'y participer en proportion de leurs facultés respectives. Par ailleurs, une indemnité de rupture globale sous forme de prestation compensatoire devrait bloquer tout recours d'enrichissement injustifié, car ce mécanisme ne peut être utilisé qu'en l'absence d'autres recours<sup>40</sup>. Selon un auteur, les conventions de concubinage pourraient dans l'avenir être rédigées de façon à contrer les règles jurisprudentielles, notamment les indemnités perçues à titre d'enrichissement injustifié, et restreindre les droits d'un des conjoints<sup>41</sup>.

38. (...suite)  
ment sans cause à la situation des conjoints de fait», (1996) 10 *R.J.E.U.L.* 43, 66; Violaine BELZILE, «Recours entre conjoints de fait; enrichissement injustifié et action de *in rem verso*», dans *Développements récents sur l'union de fait* (2000), Service de la formation permanente du Barreau du Québec, Cowansville, Éditions Yvon Blais Inc., 2000, p. 142, 146 et s. Voir également l'étude faite par cette auteure sur la façon de quantifier les dommages (p. 152-168).
39. Arrêt *Peter* suivi: Noël c. Falardeau, J.E. 98-578 (C.S.); *Droit de la famille* – 2648, [1997] R.D.F. 246 (C.S.). Dans cette affaire, la cour considère les travaux domestiques, mais accorde également beaucoup d'importance aux travaux de construction effectuées par l'appauvri. *Droit de la famille* – 2235, [1995] R.D.F. 494 (C.S.). Le juge réfère expressément à la 2<sup>e</sup> présomption dégagée dans l'affaire *Peter*; Caron c. Daigle (*Succession de*), J.E. 96-1104 (C.S.). Il ne suffit pas de prouver les services rendus. Cette décision, toutefois, est erronée quant à la sanction, car le tribunal accorde un droit de propriété et non une somme d'argent comme dédommagement. Quant à la sanction, voir également: Jeannotte c. Émard, J.E. 2000-1415 (C.S.); Langevin c. Lebeau, J.E. 99-1669 (C.S.); *Droit de la famille* – 3455, [1999] R.J.Q. 2947 (C.S.). L'amour ne peut servir de justification; Légaré c. Fontaine, B.E. 2000BE-493 (C.Q.); B. c. J., [1995] R.L. 465; Hamel c. Mireault, J.E. 98-1907 (C.S.); Groulx c. Beaupré, REJB 1999-15121; Barrette c. Imbeault, [2000] R.D.F. 813 (C.Q.); Péladeau c. Savard, [2000] R.D.F. 692 (C.S.); Dupuis c. Morin, J.E. 2000-1631 (C.S.) (enrichissement refusé, mais critères appliqués). Arrêt *Peter* rejeté: on considère que le concubinage est la cause de l'appauvrissement, l'espoir d'une vie meilleure: Dupuis c. Proulx, J.E. 97-702 (C.S.); *Droit de la famille* – 2358, J.E. 96-449 (C.A.); Corbeil c. Comptoirs forestiers du Québec inc., J.E. 99-1735 (C.S.); on refuse d'appliquer la présomption dégagée dans *Peter* et exige la preuve de tous les éléments. *Droit de la famille*-2001, [1994] R.D.F. 537 (C.S.); *Droit de la famille* – 2512, [1996] R.J.Q. 2589 (C.S.).
40. Jean-Louis BAUDOUIN et Pierre-Gabriel JOBIN, *Les obligations*, 5<sup>e</sup> éd. Cowansville, Éditions Yvon Blais Inc., 1998, p. 441.
41. Denis LAPIERRE, «Les contrats de vie commune», dans *Développements récents sur l'union de fait* (2000), Service de la formation permanente du Barreau du Québec, Cowansville, Éditions Yvon Blais Inc., 2000, p. 34; Violaine BELZILE, «Recours entre conjoints de fait, enrichissement injustifié et action de *in rem verso*», dans *Développements récents sur l'union de fait* (2000), Service de la formation permanente du Barreau du Québec, Cowansville, Éditions Yvon Blais Inc., 2000, p. 149.



## II- LE CONJOINT DE FAIT ET LE DROIT STATUTAIRE

De son côté, le droit statutaire a évolué différemment. Ainsi, il reconnaît souvent un statut juridique aux conjoints de fait et leur confère des droits et des obligations. L'enjeu principal consiste à déterminer s'il existe une union de fait. Nous aborderons premièrement les questions soulevées par le concept de vie maritale. Deuxièmement, nous examinerons le contenu du droit provincial et des modifications proposées aux lois fédérales.

### A) Le droit provincial

Le 10 juin 1999, l'Assemblée nationale adoptait le projet de loi 32<sup>42</sup> qui a comme effet d'éliminer toute discrimination à l'égard des conjoints de fait homosexuels. Le Québec devenait donc ainsi, la première province canadienne à modifier sa législation pour reconnaître officiellement les droits des conjoints de fait homosexuels. Par cette loi, le texte de plusieurs lois provinciales a été modifié pour inclure dans la définition de « conjoint » tant les conjoints de faits hétérosexuels que les conjoints homosexuels.

Si les conjoints de fait hétérosexuels et homosexuels sont traités sur un pied d'égalité, leur statut implique encore, toutefois, un traitement distinct de celui des époux « légitimes ». En effet, alors que le mariage accorde, dès sa célébration, des droits aux époux, les conjoints de fait doivent satisfaire aux critères précisés dans chacune des lois. De façon générale, le statut de conjoint de fait est reconnu si l'union existe depuis un certain nombre d'années<sup>43</sup>. Certaines lois<sup>44</sup> exigent de plus une représentation publique comme conjoint. Ainsi, dans certains cas, il ne saurait être question de reconnaître ce statut à des personnes vivant une liaison occulte. Bref, il faut qu'on puisse les croire mariés. Exceptionnellement, le statut de conjoint ne s'acquiert que s'il y a cohabitation avec un enfant<sup>45</sup>.

42. *Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les conjoints de fait*, L.Q. 1999, c. 14. Cette loi est entrée en vigueur à la date de sa sanction, le 1999-06-16 sauf les exceptions prévues dans la loi.

43. La durée retenue est normalement de 3 ans et, selon certaines lois, elle peut être réduite à un an si un enfant est issu de cette union. Sauf exception, l'adoption n'a pas pour effet de réduire la durée requise. Pour les différentes définitions de conjoints, voir l'Annexe II.

44. *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles*, L.R.Q., c. A-3.001; *Loi sur l'assurance-automobile*, L.R.Q., c. A-25; *Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale*, L.R.Q., c. C-52.1; *Loi sur les élections scolaires*, L.R.Q., c. E-2.3; *Loi sur le régime de retraite de certains enseignants*, L.R.Q., c. R-9.1; *Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels*, L.R.Q., c. R-9.2; *Loi sur le régime de retraite des élus municipaux*, L.R.Q., c. R-9.3; *Loi sur le régime de retraite des employés du Gouvernement et des organismes publics*, L.R.Q., c. R-10; *Loi sur le régime de retraite des enseignants*, L.R.Q., c. R-11; *Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires*, L.R.Q., c. R-12; *Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne*, L.R.Q., c. S-29.01.

45. *Loi sur l'aide financière aux études*, L.R.Q., c. A-13.3.

Si le législateur a harmonisé sa législation de sorte qu'elle soit applicable aux conjoints tant de sexe opposé que du même sexe, la lecture de ces différentes définitions ne peut que contribuer à rendre ce statut des plus ambigus, vu sa définition variable. Il aurait été souhaitable que le législateur québécois profite de cette même occasion pour harmoniser les critères applicables.

### **1. Le concept de vie maritale**

La lecture des différentes définitions du mot conjoint permet d'identifier une constante. Dans tous les cas, on réfère au concept de vie maritale sans le définir, d'où l'importance de recourir aux enseignements de la jurisprudence à cet effet. La vie maritale existe lorsque deux personnes, pour des motifs intimes, affectifs<sup>46</sup>, amoureux et sexuels, décident de faire vie commune<sup>47</sup> et de s'unir comme s'il y avait eu mariage. Si les motifs sont subjectifs, certains critères objectifs permettent de l'établir. La jurisprudence en droit social énonce que la notion de vie maritale «réfère à un tout composé de trois éléments, soit la cohabitation, le secours mutuel et la commune renommée<sup>48</sup>». Cette situation doit être distinguée de la relation d'amitié qui peut se tisser entre deux personnes qui décident de vivre sous le même toit pour des raisons économiques et pour l'aide mutuelle qu'elles peuvent s'apporter<sup>49</sup> ou qui le font de façon temporaire<sup>50</sup>.

46. L'absence de liens affectifs a amené le tribunal à conclure qu'il n'y avait pas vie maritale. *Brunette c. Tribunal administratif du Québec*, J.E. 2000-373 (C.S.).

47. La jurisprudence a d'ailleurs assimilé la notion de vie maritale à la notion de vie commune. *Sauveteurs et victimes d'actes criminels* – 16, [1988] C.A.S. 85. Sur les éléments qui permettent de conclure à une union de fait, voir; Jean-Pierre SENÉCAL, *Droit de la famille québécois*, Farnham, Publications CCH, 1999, n° 12-415, p. 739: «Faire vie commune avec quelqu'un, vivre en union de fait avec lui, cohabiter implique que l'on trouve dans la relation certains des éléments suivants, mais pas nécessairement tous: présence sous le même toit et résidence principale commune (dans tous les cas); relations sexuelles (dans tous les cas); partage de la vie personnelle; partage des tâches et des responsabilités; soutien financier, interdépendance financière; partage de l'usage de certains biens; vie sociale commune; loisirs communs; vacances communes; durée, stabilité, continuité dans la relation; notoriété.»

48. *Régime de rentes* – 47, [1997] C.A.S. 329, AZ-97051047; *Régime de rentes* – 44, [1997] C.A.S. 316, AZ-97051029; *Régime de rentes* – 45, [1997] C.A.S. 320, AZ-97051034.

49. Ainsi n'est pas considéré comme conjoint survivant la ménagère du presbytère qui a cohabité au même endroit que le curé pendant plus de 26 ans. Dans cette affaire, on a démontré que même s'ils étaient très liés et copropriétaires d'un chalet, le curé ne présentait pas publiquement cette dame comme sa conjointe, mais comme une amie chère. La cohabitation n'était pas suffisante pour acquérir le statut de conjoint survivant. *Régime des rentes* – 4, [1993] C.A.S. 284; *Aide Sociale* – 23, [1991] C.A.S. 450, AZ-91051107. C'est également le cas de deux personnes handicapées qui résident sous le même toit pour pallier en partie leur handicap respectif. *Brunette c. Tribunal administratif du Québec*, J.E. 2000-373 (C.S.). Des discussions ont cours en ce qui a trait à des modifications à apporter aux lois canadiennes, afin de tenir compte des rapports personnels entre adultes. Voir le document de travail de la Commission du droit du Canada, «La reconnaissance et le soutien des rapports de nature personnelle entre adultes», Document de discussion, Catalogue No JL2-10/2000, ISBN 0-662-64987-7, Mai 2000.

50. *Aide-sociale* – 154, [1997] C.A.S. 487.

Dans certaines lois, le législateur circonscrit le contexte de la vie maritale. Il énonce alors des critères objectifs comme une durée de cohabitation ou la manifestation publique de cette intention des personnes d'être considérées comme des conjoints. Il nous semble donc que l'existence d'une vie maritale est normalement établie lorsque les personnes se présentent publiquement comme conjoints et qu'elles cohabitent. La preuve de ces deux critères présume une vie maritale. Il faut, toutefois, porter une attention particulière au libellé de chaque loi car, dans certains cas, la loi n'exige pas la représentation publique ou une durée de cohabitation pour donner ouverture à l'existence du début de la vie maritale. Lorsque la loi ne réfère qu'à une durée de vie maritale, il y a place à beaucoup plus de latitude, ce qui permet de tenir compte des aléas de la vie commune comme les courtes séparations dues à des moments de réflexion sur la vie de couple. Il nous apparaît beaucoup plus approprié de référer à la notion de vie maritale jumelée uniquement à une durée<sup>51</sup> que de réitérer des exigences de cohabitation à un moment précis ou de référer au critère du caractère public qui, de toute façon, est considéré comme accessoire par la jurisprudence.

#### a) *Cohabitation*

Le simple fait de la cohabitation n'est pas à lui seul suffisant, car il est insuffisant pour permettre de conclure à l'existence d'une vie maritale<sup>52</sup> qui exige, de plus, la preuve du secours mutuel et parfois de la commune renommée.

À elle seule, l'exigence de cohabitation soulève plusieurs interrogations. Qu'en est-il lorsque la cohabitation est interrompue ou discontinuée? Certaines lois prévoient expressément les conséquences d'une rupture<sup>53</sup> tandis que d'autres exigent la cohabitation à un moment précis. Parfois une cohabitation, même antérieure, permet d'établir la vie maritale<sup>54</sup>.

Si tel n'est pas le cas, il nous semble que la cohabitation ne doit pas uniquement être considérée comme un état de fait existant ou inexistant, mais qu'il

51. C'est d'ailleurs le choix qu'a fait le Législateur fédéral dans le projet de loi C-23, *Loi visant à moderniser le régime d'avantages et d'obligations dans les Lois du Canada*, L.C. 2000, c. 12.

52. Par analogie, voir *Droit de la famille-3690*, [2000] R.D.F. 530 (C.S.), où le tribunal énonce les éléments à prendre en considération pour établir si des époux font ou non vie commune. Il s'agit notamment de: faire chambre à part, ne plus avoir de relations sexuelles, quoique cet élément soit non concluant à lui seul, n'avoir peu ou pas de contacts ou de communications, ne pas se rendre de services domestiques mutuels (préparation des repas, lavage), faire les achats de nourriture séparément, avoir une vie sociale indépendante l'une de l'autre et ne pas sortir ensemble. Le tribunal ajoute qu'«il faut retrouver plusieurs de ces éléments et non pas un seul pris isolément. Il n'est, par contre, pas nécessaire de les compter tous».

53. *Loi concernant les droits sur les mutations immobilières*, L.R.Q., c. D-15.1; *Loi sur les impôts*, L.R.Q., c. I-3, a. 2.2.1.

54. *Loi sur l'aide juridique*, L.R.Q., c. A-14, art. 1.1.

faut également examiner l'intention des présumés conjoints. Dans l'analyse de cette question, il n'est pas sans intérêt de rappeler que, depuis 1994, le *Code civil du Québec*, même s'il énonce à l'article 392 que les époux sont tenus de faire vie commune, conçoit que ces derniers peuvent avoir des domiciles distincts<sup>55</sup>. La cohabitation n'est donc plus une condition *sine qua non* pour établir l'existence d'une vie commune<sup>56</sup>. Dans la mesure où l'on associe le concept de vie commune à celui de vie maritale, les deux notions devraient évoluer dans le même sens, et l'absence de cohabitation ne devrait pas exclure automatiquement la vie maritale. Ainsi, on a considéré qu'il y avait vie maritale avant le début de la cohabitation sous le même toit, car le projet de vie commune était formé<sup>57</sup>. C'est le comportement des parties qui sert à démontrer leur intention de vivre maritalement. Le moment de la cohabitation sous le même toit n'est donc pas l'élément qui détermine nécessairement le début de la vie maritale.

*b) Cohabitation discontinue*

La jurisprudence nous enseigne que la cohabitation s'apprécie eu égard aux habitudes des personnes concernées<sup>58</sup>. À l'heure actuelle, la vie commune sous-tend le partage du toit ou, à tout le moins, la prédisposition à le faire. La réponse peut, toutefois, être différente si la raison est autre, telle la distance du travail<sup>59</sup> ou du lieu d'études, des raisons dues à l'équilibre des enfants. On a jugé que deux personnes vivent maritalement lorsqu'elles vivent ensemble les fins de semaine et pendant les vacances, dans une maison dont elles sont toutes deux copropriétaires, alors que l'une d'elles, enfant unique, réside avec sa mère la semaine par obligation morale envers cette dernière<sup>60</sup>. Le tribunal est d'avis qu'à moins que la loi ne l'exige, la résidence n'a ni à être exclusive ni continue. Dans un même ordre d'idées, le fait d'avoir deux logements distincts ne fait pas obstacle à la vie maritale, lorsque, dans les faits, les parties vivent ensemble

---

55. Art. 82 C.c.Q.

56. «En principe, les époux doivent vivre sous le même toit, mais, contrairement à l'obligation de cohabitation, la vie commune permet des accommodements qui répondent aux impératifs professionnels ou personnels des conjoints. Il est ainsi possible de faire vie commune en ne vivant pas ensemble. Tout repose sur l'intention des époux, sur la qualité de leur relation et de leurs besoins.» *Droit de la famille – 3690*, [2000] R.D.F. 530 (C.S.); Monique OUELLETTE, *Droit de la famille*, 2<sup>e</sup> éd., Montréal, Thémis, 1991, aux p. 119 et 120.

57. *Régime de rentes – 48*, [1997] C.A.S. 333. Dans cette affaire, la preuve a démontré que les conjoints avaient un projet de vie commune et qu'ils ne résidaient pas encore ensemble, car le bail d'une des parties n'était pas échu. L'avis de non reconduction du bail à échéance avait été dûment envoyé au locateur. Voir également: *Régime de rentes – 3*, [1996] C.A.S. 841.

58. *Marie-Paule Tremblay et Donohue inc.*, [1987] C.A.L.P. 163.

59. *Régime de rentes – 84*, [1998] C.A.S. 339, AZ-98051077.

60. *Raymond et Hydro Mécanique construction*, [1995] B.R.P. 337, DTE 95T-1348; même si la cohabitation n'est pas continue, le fait d'être copropriétaire avec son conjoint de fait d'une résidence favorise la preuve de la vie maritale. *Veilleux c. Ville de Lac-Mégantic*, B.E. 2000BE-575 (C.Q.).

chez l'un et qu'un des logements est presque inutilisé<sup>61</sup>. Malgré une interprétation libérale du concept de cohabitation par la jurisprudence, il nous apparaît qu'on ne saurait considérer que deux personnes cohabitent lorsqu'elles partagent le lieu de résidence de l'un ou de l'autre, par exemple les fins de semaine, et qu'elles conservent, pour des raisons d'indépendance, un lieu de résidence distinct la semaine. Il nous apparaît que, dans une telle situation, les parties n'ont pas l'intention de vivre maritalement, car elles n'ont pas voulu adopter le modèle de vie de mari et femme qui implique de faire vie commune ou d'être prédisposé à le faire.

*c) Cohabitation interrompue*

Nous venons de voir que la cohabitation peut être discontinuée sans qu'il y ait atteinte à la notion de vie maritale. Il y a lieu de se demander si l'interruption est, quant à elle, fatale à l'existence d'une vie maritale. L'interruption temporaire, volontaire ou forcée<sup>62</sup>, ne saurait produire cet effet. La vie maritale cesse lorsqu'il y a rupture. Il faut faire une distinction entre un climat de crise, qui peut amener l'un des conjoints à quitter le domicile conjugal pour un moment, et une rupture définitive. On doit, toutefois, distinguer entre l'interruption de cohabitation sans rupture de la vie maritale et une rupture suivie d'une reprise de vie commune. Dans un tel cas, la durée de l'interruption et la reprise de la vie commune<sup>63</sup> peuvent être des indices.

Nous partageons l'opinion de la Commission des affaires sociales qui est d'avis que:

Une rupture de vie maritale est une réalité plus complexe à cerner qu'une cessation de cohabitation; c'est, en fait, une réalité qui doit être évaluée en cas par cas, à la lumière des circonstances particulières au cas d'espèce.<sup>64</sup>

Ainsi, on a jugé que le départ temporaire d'un conjoint du domicile conjugal ne mettait pas fin à la cohabitation et à la vie maritale, lorsque cette interruption

61. *Assurance-automobile* – 13, [1992] C.A.S. 226, AZ-92051062; *Droit de la famille* – 359, [1987] R.D.F. 156 (C.S.).

62. C'est le cas lorsque l'interruption de cohabitation est due à l'incarcération du conjoint pour violence conjugale suivi d'une ordonnance de probation où il ne doit pas réintégrer le domicile conjugal. *Régime de rentes* – 45, [1997] C.A.S. 320, AZ-97051034; *Assurance-automobile* – 15, [1993] C.A.S. 193; la cohabitation n'est pas interrompue par l'hospitalisation d'un des conjoints. *Aide-sociale* – 28, [1996] C.A.S. 144; *Paré-Boucher c. Bougie*, J.E. 93-1877 (C.S.). Par analogie sur l'effet d'une hospitalisation définitive et la cessation de vie commune de deux personnes mariées, voir: *Droit de la famille* – 3121, J.E. 98-2089 (C.S.).

63. Il peut arriver qu'on ait à établir l'existence de la vie maritale pendant l'interruption, notamment, lorsqu'un des conjoints décède durant cette période. *Régime de rentes* – 18, [1995] C.A.S. 846, AZ-95051135.

64. *Régimes de rentes* – 47, [1997] C.A.S. 329, AZ-97051047. Contra: *Régime de rentes* – 23, [1995] C.A.S. 868, AZ-95051169, décision où la Commission exige la cohabitation sous le même toit pour conclure à une vie maritale.

était due à l'état dépressif<sup>65</sup> et violent de l'autre conjoint<sup>66</sup> ou à des problèmes de toxicomanie<sup>67</sup>.

d) *Cohabitation et rupture*

Nous avons vu précédemment que la cohabitation à elle seule n'est pas un élément suffisant pour conclure à la vie maritale. Il n'en demeure pas moins un élément très important, car l'absence de cohabitation est souvent perçue comme l'inexistence ou la cessation de la vie maritale. Le Tribunal administratif du Québec a eu à considérer l'effet de la cohabitation sur une présumée rupture. Des conjoints de fait qui reconnaissaient avoir vécu maritalement pendant de nombreuses années invoquaient une rupture de la vie maritale, même s'ils continuaient à cohabiter. Certes, cette situation peut exister, mais le tribunal est d'avis que la cohabitation crée une présomption de fait sur la pérennité de la vie maritale. La partie qui invoque alors la rupture doit la prouver<sup>68</sup>.

e) *Secours mutuel*

Le secours mutuel s'apprécie normalement eu égard à l'aide financière, physique et morale que s'apportent les conjoints. Le secours mutuel peut consister à faire l'entretien, l'épicerie, le lavage, fournir les meubles, prendre soin de l'autre lorsque malade, s'occuper des enfants du conjoint, payer un loyer moindre que le marché, l'encouragement (soutien moral), le prêt de la voiture. Bien que l'apport soit souvent économique, ce dernier n'est pas nécessaire pour permettre d'établir que les conjoints s'apportent un secours mutuel. Cette aide n'a pas à être réciproque si l'état de santé d'un des conjoints ne lui permet pas de fournir un tel secours<sup>69</sup>. Le fait qu'un des conjoints bénéficie de prestations de sécurité du revenu ne fait pas obstacle à l'existence d'un secours mutuel<sup>70</sup>. Cette décision nous apparaît bien fondée compte tenu qu'il n'existe pas d'obligation alimentaire entre conjoints de fait. Cependant, le fait de ne pas fournir ce secours

---

65. *Régimes de rentes* – 47, [1997] C.A.S. 329, AZ-97051047.

66. Dans cette affaire, la preuve a révélé que les parties avaient des projets communs futurs et que la vie commune devait reprendre à la suite des traitements médicaux. De plus, en incitant son conjoint à recourir à une aide médicale, la conjointe posait les gestes qui démontrent le secours mutuel: *Régime de rentes* – 18, [1995] C.A.S. 846, AZ-95051135.

67. *Affaires sociales* – 218, [1999] T.A.Q. 510, AZ-50061995.

68. *Affaires sociales* – 504, T.A.Q.E. 2000AD-229: « Dans la vie d'un couple, la cohabitation est l'élément de stabilité par excellence. On ne peut exiger la preuve de vie maritale jour après jour. Une fois que cette preuve est faite à un moment donné dans le temps, il sera toujours acceptable que le Tribunal tire, de la cohabitation, une présomption de fait sur la pérennité de la vie maritale. Bien sûr, lorsqu'un couple pourra démontrer que sa vie maritale a cessé malgré la continuation de la cohabitation, mais ce sera à la suite d'une preuve substantielle. »

69. *Régime de rentes* – 44, [1997] C.A.S. 316, AZ-97051029.

70. *Régime de rentes* – 45, [1997] C.A.S. 320, AZ-97051034.

n'est pas automatiquement déterminant sur l'existence d'une vie maritale, lorsque le manquement est dû à des gestes de violence conjugale<sup>71</sup>, à l'état psychiatrique<sup>72</sup> ou à l'alcoolisme<sup>73</sup>.

f) *Caractère public de l'union*

Alors que cet élément est considéré comme accessoire<sup>74</sup> dans le concept de vie maritale, certaines lois exigent la preuve du caractère public de l'union et, parfois même, depuis un certain moment. Cette preuve se fait souvent par le témoignage de l'entourage. À titre d'exemple, le caractère public peut résulter du fait qu'on ait demandé de rectifier les registres de l'état civil pour que le concubin soit reconnu comme étant le père de l'enfant né durant un mariage antérieur<sup>75</sup>. Par contre, une simple déclaration pour signaler qu'on ne considère plus une personne comme son conjoint de fait est insuffisante si, en réalité, l'union de fait perdure<sup>76</sup>.

La jurisprudence fait une distinction entre la commune renommée et la représentation publique qui est un concept beaucoup plus exigeant<sup>77</sup>. «Lorsqu'il s'agit de vie maritale, la commune renommée s'entend habituellement d'un fait connu du voisinage immédiat. Elle s'étend au-delà des seuls parents et amis, mais pas nécessairement au public en général»<sup>78</sup>. La représentation publique peut se faire par la déclaration du nom du conjoint de fait dans la déclaration de revenu, l'émission d'une carte de crédit à titre de conjoint, la souscription à une police d'assurance à son profit, une déclaration auprès d'institution financière pour l'ouverture d'un compte conjoint ou d'un emprunt, la déclaration auprès de l'employeur. La jurisprudence est divisée<sup>79</sup> quant à l'effet de la fausse déclara-

71. *Aide-sociale* – 124, [1997] C.A.S. 118; *Aide-sociale* – 84, [1996] C.A.S. 615.

72. *Aide-sociale* – 160, [1997] C.A.S. 511.

73. *Aide-sociale* – 58, [1978] C.A.S. 168; *Aide-sociale* – 41, [1984] C.A.S. 453.

74. *Affaires sociales* – 431, [2000] T.A.Q. 125 (en révision); *Régime de rentes* – 45, [1997] C.A.S. 320, AZ-97051034. Dans cette affaire, la Commission est d'avis que ce critère accessoire ne peut servir qu'à prouver l'union de fait et non pas la nier.

75. *Sauveteurs et victimes d'actes criminels* – 16, [1988] C.A.S. 85.

76. *Raymond et Hydro Mécanique construction*, [1995] B.R.P. 337, DTE 95T-1348.

77. *Régime de rentes* – 49, [1997] C.A.S. 338, AZ-97051066; *Lapointe c. Commission des affaires sociales*, J.E. 94-790 (C.S.).

78. *Régime de rentes* – 49, [1997] C.A.S. 338, AZ-97051066.

79. Décisions qui ne reconnaissent pas le caractère public de l'union: *Régime de rentes* – 49, [1997] C.A.S. 338, AZ-97051066; *Lapointe c. Commission des affaires sociales*, J.E. 94-790 (C.S.). Contra: *Assurance-automobile* – 15, [1993] C.A.S. 193, AZ-93051051; *Assurance-automobile* – 13, [1992] C.A.S. 226, AZ-92051062; *Régime de rentes* – 45, [1997] C.A.S. 320, AZ-97051034. Dans cette affaire, la commission a rendu sa décision sur la base du concept de vie maritale et non de représentation publique. Elle est d'avis qu'un organisme gouvernemental ne peut pas prétendre à la fois qu'une personne vit maritalement et lui réclamer des prestations versées à titre de personne seule et lui refuser ce statut lorsqu'il est question de l'obtention d'une rente de conjoint survivant.



tion d'une personne sur son statut marital auprès d'un organisme gouvernemental, sur le caractère public de sa relation. Cette fausse déclaration est souvent faite afin de pouvoir bénéficier de l'aide sociale comme personne seule. Nous favorisons l'approche libérale où la représentation publique est analysée eu égard à l'ensemble de la preuve et ne s'apprécie pas uniquement à la lumière des déclarations faites à un organisme public. À cet effet, nous partageons les propos de la Commission des affaires sociales qui est d'avis:

[...] qu'il ne doit pas y avoir une adéquation sine qua non entre le fait de recevoir sans droit des prestations de la Sécurité du revenu pour une certaine période et la non-représentation publique d'un conjoint. [...] C'est donc à un ensemble de faits et de circonstances qu'il faut se référer pour pouvoir trancher cette question de représentation publique. Les soussignées sont aussi d'avis que le fait d'avoir reçu de l'aide sociale frauduleusement est un élément important, souvent même déterminant quant à la preuve de la représentation publique à titre de conjoint, puisqu'il s'agit là de déclarations faites aux autorités publiques. Mais il reste qu'il ne s'agit là que d'un élément à être évalué en regard de toute la preuve. En effet, ni la Société de l'assurance automobile du Québec ni la Commission n'ont devoir «punitif» dans l'application de la Loi sur l'assurance automobile.<sup>80</sup>

g) *Vie maritale et sexualité*

Dans la mesure où l'on assimile la vie maritale à la vie commune, la vie maritale présuppose la possibilité de l'existence d'une relation sexuelle, car l'un des objectifs du mariage est de favoriser la procréation<sup>81</sup>. Toutefois, l'absence de relations sexuelles n'a pas automatiquement pour effet de faire obstacle à la continuation de la vie maritale<sup>82</sup>. Si une admission de relation sexuelle entre les conjoints peut aider à prouver la vie maritale<sup>83</sup>, il ne saurait être question d'exiger que la preuve soit faite devant les tribunaux. Cet aspect de la relation relève de la vie privée des parties. On n'a qu'à penser aux effets de l'usure du temps sur la relation du couple ou à la situation où l'un des conjoints ne peut avoir de relations sexuelles, dans son sens strict, compte tenu de son état physique (l'impuissance). S'il est aisé de conclure à une cohabitation lorsque les conjoints font chambre commune, cette dernière n'est pas exclue du seul fait de faire chambre à part<sup>84</sup>. Au surplus, l'existence d'une relation avec une tierce partie ne saurait à elle seule exclure toute possibilité de vie maritale entre deux personnes<sup>85</sup>.

h) *Bigamie juridique*

Certaines lois prévoient expressément qu'un conjoint de fait ne peut acquérir le statut de conjoint si son conjoint de fait est lié par les liens du mariage

---

80. *Assurance-automobile* – 15, [1993] C.A.S. 193, AZ-93051051, p. 7-8.

81. *Egan c. Canada*, [1995] 2 R.C.S. 513; Martha BAYLEY, *Le mariage et les unions libres*, Commission du droit du Canada, 2000, p. 11 (document électronique).

82. *Aide-sociale-137*, [1978] C.A.S. 896; *Dubé c. C.A.S.*, J.E. 93-1250 (C.S.).

83. *Droit de la famille* – 359, [1987] R.D.F. 156 (C.S.).

84. *Aide-sociale* – 112, [1980] C.A.S. 668.

85. *Aide sociale* – 113, [1997] C.A.S. 61 (C.S.) (p. 13 v.é.).



avec une autre personne. D'autres n'ont pas cette exigence et peuvent donner ouverture à une bigamie juridique<sup>86</sup>. La jurisprudence a eu à se pencher sur cette situation dans le cadre de la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite*<sup>87</sup>. Un règlement définissait la notion de conjoint comme étant la personne qui, au moment, est marié au participant sans être légalement séparée de corps ou qui vit maritalement avec celui-ci depuis une période de temps déterminée. Tant l'épouse légitime qui était depuis longtemps séparée de fait que la conjointe de fait prétendaient à la rente. Le tribunal est d'avis que la conjonction «ou» marque l'alternative, en conséquence une seule peut prétendre au statut de conjoint survivant. Après une analyse générale des dispositions de la loi, le tribunal constate que le législateur a choisi de préférer le conjoint légal sous d'autres aspects et en vient à la conclusion que ce dernier a droit à la rente même si la cessation de la vie commune remonte à plus de vingt ans. Dernièrement, les tribunaux ont eu à évaluer une situation analogue en regard de la Loi sur les droits de mutation. La conjointe de fait prétendait être exonérée du droit de mutation malgré que son conjoint de fait, qui était le vendeur, soit encore uni par les liens du mariage avec une autre personne. Après avoir examiné les critères de la définition de conjoint et en être venu à la conclusion que la demanderesse les remplissait, le tribunal lui a donné gain de cause<sup>88</sup>.

En vertu de certaines lois, la personne mariée peut perdre son statut d'époux si elle ne cohabite plus avec son époux légitime. La loi fait alors produire des effets juridiques à la séparation de fait.

## 2. Les effets de la vie maritale

Dans la mesure où ils répondent aux critères imposés dans la loi à la définition de conjoint<sup>89</sup>, les conjoints de fait, tout comme les époux: 1. peuvent recevoir une indemnité en cas de décès survenu lors d'un accident de travail<sup>90</sup> ou d'automobile<sup>91</sup>, 2. doivent tenir compte de la contribution de leur conjoint dans le calcul

86. *Loi concernant les droits sur les mutations immobilières*, L.R.Q., c. D-15.1; *Loi sur les impôts*, L.R.Q., c. I-3; *Loi sur les régimes complémentaires de retraite*, L.R.Q., c. R-15.1, art. 178 uniquement; *Loi sur la taxe de vente du Québec*, L.R.Q., c. T-0.1. Dans certaines lois fédérales, on prévoit expressément les modalités de partage de la rente entre l'époux et le conjoint de fait: *Loi sur la pension spéciale du service diplomatique*, L.R.C. (1985), c. D-2, art. 9(1) et s.; *Loi sur le gouverneur général*, L.R.C. (1985), c. G-9, art. 7(4); *Loi sur les juges*, L.R.C. (1985), c. J-1, art. 44.1; *Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs*, L.R.C. (1985), c. L-8, art. 7(3).

87. *Audy-Lirette c. Dompierre*, J.E. 94-527 (C.S.).

88. *Larose c. Ville de St-Nicolas*, [2000] R.D.I. 341(C.Q.).

89. Certaines lois peuvent avoir plus d'une définition de conjoint. Voir, notamment, la différence entre les articles 85 et 178 de la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite*, L.R.Q., c. R-15.1.

90. *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles*, L.R.Q., c. A-3.001, art. 58, 91, 98, 101, 109.

91. *Loi sur l'assurance-automobile*, L.R.Q., c. A-25, art. 63.

des prestations d'aide sociale<sup>92</sup> ou de l'aide financière pour les études<sup>93</sup>, 3. bénéficient de l'insaisissabilité d'une partie du salaire lorsqu'il pourvoit aux besoins de son conjoint<sup>94</sup>, 4. peuvent recevoir une portion de la pension de retraite du conjoint décédé<sup>95</sup>, 5. peuvent agir comme mandataire du conjoint<sup>96</sup>, 6. bénéficient d'une exonération de droits de mutation<sup>97</sup>, 7. sont assimilés à des personnes mariées à des fins fiscales<sup>98</sup>, 8. bénéficient de congés pour événements familiaux<sup>99</sup>, 9. peuvent demander le partage, du vivant, de la rente de retraite<sup>100</sup>, le versement d'une prestation de décès ou d'une rente de conjoint survivant<sup>101</sup> et, lors de la cessation de la vie maritale, le partage des gains admissibles<sup>102</sup>.

En effet, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1999, les ex-conjoints de fait peuvent faire une demande conjointe<sup>103</sup> pour partager les gains admissibles inscrits durant la durée de la vie maritale<sup>104</sup>. Cette demande doit être faite après 12 mois de cessation de vie maritale, sauf s'il y a décès de l'un d'eux durant cette période. Le délai pour faire cette demande est de trois ans après la date où la demande peut être faite.

92. *Loi sur le soutien du revenu et favorisant l'emploi et la solidarité sociale*, L.Q. 1998, c. 36.
93. *Loi sur l'aide financière aux études*, L.R.Q., c. A-13.3, art. 4 et 14.
94. Art. 553 C.p.c.
95. *Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale*, L.R.Q., c. C-52.1, art. 40; *Loi sur le régime de retraite de certains enseignants*, L.R.Q., c. R-9.1, art. 32; *Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels*, L.R.Q., c. R-9.2, art. 56; *Loi sur le régime de retraite des élus municipaux*, L.R.Q., c. R-9.3, art. 41 et 43; *Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics*, L.R.Q., c. R-10, art. 42 et 43; *Loi sur le régime de retraite des enseignants*, L.R.Q., c. R-11, art. 43 et 44; *Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires*, L.R.Q., c. R-12, art. 75 et 76; *Loi sur les régimes complémentaires de retraite*, L.R.Q., c. R-15.1, art. 86-89; *Loi sur les tribunaux judiciaires*, L.R.Q., c. T-16, art. 234-235.
96. Exercer son droit de vote lors d'une assemblée de membres: *Loi sur les coopératives*, L.R.Q., c. C-67.2, art. 69; demander en son nom une correction de la liste électorale: *Loi sur les élections scolaires*, L.R.Q., c. E-2.3, art. 46.
97. *Loi concernant les droits sur les mutations immobilières*, L.R.Q., c. D-15.1, art. 20d).
98. *Loi sur les impôts*, L.R.Q., c. I-3, art. 2.2.1; *Loi sur la taxe de vente du Québec*, L.R.Q., c. T-0.1, art. 3, 103, 105 et 221.
99. *Loi sur les normes du travail*, L.R.Q., c. N-1.1, art. 80 et s.
100. *Loi sur le régime de rentes du Québec*, L.R.Q., c. R-9, art. 158.3.
101. *Loi sur le régime de rentes du Québec*, L.R.Q., c. R-9, art. 107 et 108.
102. *Loi sur le régime de rentes du Québec*, L.R.Q., c. R-9, art. 102.10.3. Les ex-conjoints de fait peuvent également s'entendre pour partager les droits accumulés. *Loi sur les régimes complémentaires de retraite*, L.R.Q., c. R-15.1, art. 109, 110.
103. *Loi sur le régime de rentes du Québec*, L.R.Q., c. R-9, art. 102.10.4. Un seul des ex-conjoints peut faire cette demande s'il y a une entente écrite de partage entre les parties.
104. *Loi sur le régime de rentes du Québec*, L.R.Q., c. R-9, art. 102.10.3 à 102.10.10.

Dans certaines lois, les conjoints de fait sont considérés comme des personnes liées<sup>105</sup>. Ce statut apporte, notamment, une restriction sur le transfert d'actions<sup>106</sup>, l'obligation pour un dirigeant d'une caisse de ne pas participer aux décisions sur le crédit qui concerne une personne à laquelle il est lié<sup>107</sup>, l'interdiction de transiger avec un conjoint d'un administrateur<sup>108</sup> et l'inhabilité à exercer certaines fonctions<sup>109</sup>.

## B) Le droit fédéral

Dans la foulée de la jurisprudence des dernières années<sup>110</sup> et suite à la pression exercée par cette dernière qui a jugé qu'il y avait discrimination entre les conjoints de faits hétérosexuels et homosexuels ou entre les conjoints de fait et les personnes mariées, le Gouvernement canadien a décidé de moderniser ses lois et de mieux les adapter au contexte familial actuel<sup>111</sup>. Pour le droit fédéral, il s'agit d'un changement d'importance, car le statut de conjoint de fait était rarement reconnu<sup>112</sup>.

Malgré les modifications apportées à la législation fédérale, il est manifeste que le législateur a tenu à préserver les particularités de l'institution du mariage qui reste l'apanage exclusif des couples hétérosexuels<sup>113</sup>. Par ailleurs, certaines dispositions législatives s'appliquant uniquement aux époux ne seront pas modifiées par le projet de loi C-23<sup>114</sup>.

105. *Loi sur les impôts*, L.R.Q., c. I-3, art. 19.1.

106. *Loi sur les assurances*, L.R.Q., c. A-32, art. 43; *Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne*, L.R.Q., c. S-29.01, art. 69.

107. *Loi sur les caisses d'épargne et de crédit*, L.R.Q., c. C-4.1, art. 207.

108. *Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne*, L.R.Q., c. S-29.01, art. 120, 126 et 204.

109. *Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne*, L.R.Q., c. S-29.01, art. 267.

110. Voir la dissidence des juges L'Heureux-Dubé, McLachlin, Cory et Iacobucci dans *Egan c. Canada*, [1995] 2 R.C.S. 513; *M. c. H.*, [1999] 2 R.C.S. 3; *Miron c. Trudel*, [1995] 2 R.C.S. 418.

111. *Loi visant à moderniser le régime d'avantages et d'obligations dans les Lois du Canada*, L.C. 2000, c. 12 (projet de loi C-23, sanctionné le 29 juin 2000). Ce projet de loi modifie 68 lois fédérales. Pour une étude sur l'apport de ce projet de loi, voir: Brenda COSSMAN et Bruce RYDER, «L'assujettissement juridique des rapports personnels entre adultes: évaluation des objectifs des politiques et des alternatives juridiques dans le cadre de la législation fédérale», Commission du droit du Canada, Mai 2000.

112. Seule la *Loi sur l'impôt* et les législations sur les pensions accordaient une reconnaissance juridique aux conjoints de fait hétérosexuels.

113. L'article 1.1 du projet de loi C-23 est sans équivoque. Il énonce qu': «Il demeure entendu que les modifications que la présente loi apporte ne changent pas le sens du terme "mariage", soit l'union légitime d'un homme et d'une femme à l'exclusion de toute autre personne».

114. *Loi sur la preuve*, L.R.C. (1985), c. C-5, art. 4. Règles sur l'habilité et la contraignabilité des époux, ainsi que sur le privilège des communications conjugales. À ce sujet, voir: *R. c. Campeau*, J.E. 96-716 (C.Q.); *Campeau c. R.*, J.E. 2000-24 (C.A.); *Loi sur la marine marchande du Canada*, L.R.C. (1985), c. S-9, art. 645; les personnes à (à suivre...)

### 1. Les critères

Contrairement aux lois provinciales, le législateur canadien a tenté d'harmoniser la définition de conjoint de fait dans ses différentes lois. En principe, deux éléments sont à retenir: vivre en union conjugale<sup>115</sup>, et ce, depuis au moins un an.

Malheureusement, une lecture attentive des différents textes de lois nous amène à constater que certaines lois imposent une exigence de cohabitation pour acquérir le statut de conjoint de fait<sup>116</sup>, alors que d'autres réfèrent à une durée «raisonnable» de l'union conjugale<sup>117</sup>, ce qui rompt l'harmonie de la définition de conjoint.

### 2. Les effets

Dans certaines lois, les conjoints de fait sont désormais considérés comme des personnes liées et des personnes intéressées<sup>118</sup>. Les conjoints de

114. (...suite)  
charge habilitées à intenter une action de délit civil maritime pour un décès découlant d'une faute comprennent «l'épouse, le mari»; art. 307(2) C.cr., le libelle diffamatoire s'applique à des déclarations devant la Chambre des communes qui concernent le mariage ou le divorce; *Loi sur l'immigration*, L.R.C. (1985), c. I-2, art. 2(1) et 6(2): «Personne à charge» s'entend d'un conjoint; la catégorie de la famille comprend un conjoint ou un fiancé.
115. Ce concept devrait être assimilé à celui de vie maritale. Pour une étude jurisprudentielle et doctrinale de l'union conjugale, voir: *Fraser c. Canadien National*, J.E. 99-1562 (C.S.). Certaines lois prévoient expressément les situations où l'absence de cohabitation n'affecte pas l'union conjugale. C'est le cas lors de blessure ou de maladie, lors d'une situation de nature temporaire ou pour d'autres circonstances indépendantes de leur volonté. *Loi sur les pensions*, L.R.C. (1985), c. P-6, art. 3(3). On comprend aisément que ces situations sont susceptibles d'arriver aux membres des Forces.
116. *Loi sur la pension de retraite des forces canadiennes*, L.R.C. (1985), c. C-17, art. 25.1(2); *Loi sur la pension spéciale du service diplomatique*, L.R.C. (1985), c. D-2, art. 2; *Loi sur le gouverneur général*, L.R.C. (1985), c. G-9, art. 4.2; *Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs*, L.R.C. (1985), c. L-8, art. 2; *Loi sur les pensions*, L.R.C. (1985), c. P-6, art. 3(1); *Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada*, S.R.C. 1970, c. R-10, art. 20.1(1); *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada*, L.R.C. (1985), c. R-11, art. 14.1; *Loi sur les allocations aux anciens combattants*, L.R.C. (1985), c. W-3, art. 2(1).
117. *Loi sur les pensions*, L.R.C. (1985), c. P-6, art. 46.
118. *Loi sur les programmes de commercialisation agricole*, L.C. 1997, c. 20; *Loi sur la Banque de développement du Canada*, L.C. 1995, c. 28, art. 31; *Loi sur les banques*, L.C. 1991, c. 46, art. 283(1)e), 486(1), ce qui a une incidence sur les conditions permettant le consentement d'un prêt au conjoint d'un cadre dirigeant (art. 496(5) et (6)); *Loi canadienne sur les sociétés par action*, L.R.C. (1985), c. C-44, art. 2(1)d) et e); *Loi canadienne sur les coopératives*, L.C. 1998, c. 1, art. 2(1)g) et f); *Loi sur les corporations commerciales canadiennes*, L.R.C. (1985), c. C-14, art. 100(1)d) et e); *Loi sur les corporations canadiennes*, S.R.C. 1970, c. C-32, art. 2(1); *Loi sur les associations coopératives de crédit*, L.C. 1991, c. 48, art. 466(3); *Loi sur les déclarations des personnes morales*, L.R.C. (1985), c. C-43, art. 63; *Loi sur les douanes*, (à suivre...)

fait homosexuels ont désormais le même traitement fiscal que les époux et les conjoints de fait hétérosexuels, avec tous les avantages et les désavantages que cela comporte.

Sans en dresser une liste exhaustive, les modifications confèrent les avantages suivants: donnent ouverture au droit à une rente pour les conjoints de fait homosexuels<sup>119</sup>; donnent ouverture à des prestations de décès<sup>120</sup> et à des indemnisations<sup>121</sup>; permettent de partager la pension du conjoint<sup>122</sup> ou de l'ex-conjoint, s'il y a une entente écrite à cet effet<sup>123</sup>; offrent la possibilité de partager les prestations parentales<sup>124</sup>; permettent de quitter volontairement son emploi sans pénalité pour suivre son conjoint vers un autre lieu de résidence<sup>125</sup>; donnent ouverture à un recours en responsabilité lors d'un accident d'avion<sup>126</sup>; accordent le droit d'intenter une action contre la Reine pour récupérer un bien en déshérence, droit qui n'est plus limité à l'héritier ou au plus proche parent<sup>127</sup>; accordent le droit de succéder pour le conjoint survivant qui est Indien<sup>128</sup>; donnent droit à l'obtention de prêts à des conditions plus favorables<sup>129</sup>; accordent le droit d'être bénéficiaire d'une assurance à défaut d'être bénéficiaire désigné<sup>130</sup>.

118. (...suite)  
L.R.C. (1985), c. 1 (2<sup>e</sup> supp.), art. 45(3)a); *Loi sur les sociétés d'assurances*, L.C. 1991, c. 47, art. 307(1); *Loi sur les mesures spéciales d'importation*, L.R.C. (1985), c. S-15, art. 2(3)a); *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt*, L.C. 1991, c. 45, art. 288(1); *Loi sur la citoyenneté*, L.R.C. (1985), c. C-29, art. 5(1.1); *Loi sur l'assurance-emploi*, L.C. 1996, c. 23, art. 5. L'emploi est non assurable s'il y a un lien de dépendance.
119. Ce droit était déjà reconnu pour les conjoints de fait hétérosexuels: *Loi sur le régime de pensions du Canada*, L.R.C. (1985), c. C-8, art. 2(1); *Loi sur le fonctionnement des sociétés du secteur public*, L.R.C. (1985), c. G-4, art. 5(1). La modification à la notion de survivant a été apportée à plusieurs lois par la *Loi sur l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public*, L.C. 1999, c. 34.
120. *Loi sur les prestations de guerre pour les civils*, L.R.C. (1985), c. C-31, art. 29; *Loi sur la pension spéciale du service diplomatique*, L.R.C. (1985), c. D-2, art. 9(3); *Loi sur les pensions*, L.R.C. (1985), c. P-6, art. 38(3), 51(1.1); *Loi sur la pension de la fonction publique*, L.R.C. (1985), c. P-36, art. 13.1.
121. *Loi sur l'indemnisation des agents de l'État*, L.R.C. (1985), c. G-5.
122. *Loi sur la continuation de la pension des services de défense*, S.R.C. 1970, c. D-3, art. 26.1; *Loi relative aux rentes sur l'État*, S.R.C. 1970, c. G-6, art. 8(3); *Loi sur le gouverneur général*, L.R.C. (1985), c. G-9, art. 8; *Loi sur les juges*, L.R.C. (1985), c. J-1, art. 44.2; *Loi de 1985 sur les normes de prestation de retraite*, L.R.C. (1985), c. 32 (2<sup>e</sup> supp.), art. 25(5).
123. *Loi sur le partage des prestations de retraite*, L.C. 1992, c. 46, art. 4(2); *Loi sur les normes de prestation de retraite*, L.R.C. (1985), c. 32 (2<sup>e</sup> supp.), art. 25.
124. *Loi sur l'assurance-emploi*, L.C. 1996, c. 23, art. 23(4).
125. *Loi sur l'assurance-emploi*, L.C. 1996, c. 23, art. 29c)(ii).
126. *Loi sur le transport aérien*, L.R.C. (1985), c. C-26, art. 1, annexe II.
127. *Loi sur les biens en déshérence*, L.R.C. (1985), c. E-13, art. 5.
128. *Loi sur les Indiens*, L.R.C. (1985), c. I-5, art. 48(5).
129. *Loi sur les sociétés d'assurances*, L.C. 1991, c. 47, art. 529(5) et (6); *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt*, L.C. 1991, c. 45, art. 484(5) et (6).
130. *Loi sur l'assurance des anciens combattants*, S.R.C. 1970, c. V-3, art. 6(1) et (5).

Le projet de loi C-23 apporte également des modifications à la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*<sup>131</sup>, notamment: 1. Les conjoints de fait deviennent des personnes liées et ont, par conséquent, un lien de dépendance. Ainsi, une transaction entre conjoints de fait sera réputée une transaction révisable<sup>132</sup>. À titre d'exemple, le prix d'une vente faite dans l'année de la faillite est susceptible d'être révisé si cette vente n'est pas faite à la juste valeur marchande. Le syndic peut alors obtenir un jugement pour la différence<sup>133</sup>. 2. Le conjoint de fait ou l'ex-conjoint de fait a le statut de créancier différé pour son salaire impayé<sup>134</sup>. 3. Tout comme l'époux, le conjoint de fait n'est désormais plus habilité à voter pour la nomination du syndic ou des inspecteurs<sup>135</sup>. 4. Devient une réclamation prouvable une pension alimentaire, une ordonnance ou une entente de nature alimentaire en faveur de l'ex-conjoint de fait<sup>136</sup>. Au surplus, l'ordonnance de libération ne libère pas le failli de ce type de dettes. La portée de cet article ne pose pas de problèmes dans certaines provinces canadiennes, notamment en Ontario où il existe une obligation alimentaire entre conjoints de fait. Reste à savoir si les ententes de rupture entre conjoints de fait qui ont pour fondement de pourvoir aux besoins seront considérées comme étant des pensions ou des ententes alimentaires au sens de cette loi.

## CONCLUSION

À la suite de cet examen, nous devons réaffirmer que le droit applicable aux conjoints de fait est des plus ambivalents, ce qui ne peut que contribuer à semer une confusion pour le justiciable. Malgré les modifications récentes, le fossé entre le droit commun et le droit statutaire demeure, et le traitement juridique des conjoints de fait a deux poids, deux mesures.

---

131. L.R.C. (1985), c. B-3. Ces modifications ne s'appliqueront que pour les faillites et les propositions intentées après l'entrée en vigueur du projet de loi C-23.

132. *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, L.C. 1997, c. 12 (ci-après nommée L.F.I.), art. 4(2)a), 3(1) et 3(3) L.F.I. Cette modification rend caduque la jurisprudence antérieure. *Boivin (Syndic de)*, J.E. 95-884 (C.S.).

133. Art. 100 L.F.I.

134. Art. 137(2) L.F.I.

135. Art. 113(3)a) L.F.I.

136. Art. 121(4) L.F.I. Voir aussi: art. 178(1)b) ou c) L.F.I.

## ANNEXE I

### ***Couture c. Gagnon*, [1999] R.J.Q. 2924 (C.S.).**

Les clauses à l'acte sont les suivantes:

- LESQUELS préalablement à la convention faisant l'objet des présentes, déclarent ce qui suit:

[...]

- 2- Le comparant Pierre Gagnon exerce une activité consistant en l'acquisition de chevaux d'exposition. Suzanne Couture participe et collabore à cette activité par son apport en services.
- 3- Les comparants entendent régler certains aspects de leur vie commune et favoriser entre eux l'égalité économique.

CES FAITS ÉTANT EXPOSÉS, les comparants conviennent ce qui suit:

### **PATRIMOINES COMMUNS**

Les comparants conviennent de constituer des patrimoines communs, l'un ayant trait à des biens utilisés par la famille, et l'autre à des biens utilisés dans le cadre d'une entreprise.

#### **I PATRIMOINE FAMILIAL**

Les comparants conviennent que les biens suivants, dont l'un ou l'autre est ou deviendra propriétaire pendant la durée de la présente convention constituera leur patrimoine familial, savoir:

- a) la résidence principale;
- b) la résidence secondaire;
- c) les meubles affectés à l'usage de la famille et qui garnissent ou ornent lesdites résidences;
- d) les véhicules automobiles utilisés par la famille, et ce, même s'ils sont immatriculés au nom de l'entreprise dont ils sont ou seront seul et unique propriétaire;
- e) les droits accumulés durant la vie commune dans tout régime enregistré d'épargne-retraite;

En cas de cessation de vie commune, les comparants conviennent que la valeur du patrimoine familial sera partagée à parts égales.

Pour les fins de déterminer la valeur partageable, les mécanismes du partage et autres, les règles établies aux articles 462.1 et suivants du *Code civil du Québec* s'appliqueront en y faisant les adaptations nécessaires.

## **II PATRIMOINE D'ENTREPRISE**

Les comparants reconnaissent les contributions de chacun, soit en biens et/ou en services dans l'activité ou l'entreprise des chevaux d'exposition. Ils conviennent donc que les biens acquis et utilisés dans cette activité constitueront leur patrimoine d'entreprise.

En cas de cessation de la vie commune, les comparants conviennent que Suzanne Couture aura droit à une prestation pour son apport équivalant à quarante pour cent (40 %) de la valeur nette du patrimoine d'entreprise.

Pour les fins de déterminer la valeur de ce patrimoine, les comparants feront procéder à l'évaluation par un expert, choisi de concert par eux.



## ANNEXE II

### DÉFINITIONS DE «CONJOINT»

#### ***Loi sur les accidents du travail (L.R.Q., chapitre A-3)***

e) «conjoint» : l'homme et la femme

A) qui sont mariés et cohabitent; ou

B) qui vivent ensemble maritalement et qui au moment de l'accident:

i. résidaient ensemble depuis trois ans ou depuis un an si un enfant était issu de leur union; et

ii. étaient publiquement représentés comme conjoints;

#### ***Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (L.R.Q., chapitre A-3.001)***

«conjoint» : la personne qui, à la date du décès du travailleur:

1° est mariée au travailleur et cohabite avec lui; ou

2° vit maritalement avec le travailleur, qu'elle soit de sexe différent ou de même sexe, et:

a) réside avec lui depuis au moins trois ans ou depuis un an si un enfant est né ou à naître de leur union; et

b) est publiquement représentée comme son conjoint;

#### ***Loi sur l'aide financière aux études (L.R.Q., chapitre A-13.3)***

«conjoint» signifie la personne qui est mariée avec l'étudiant et qui n'en est pas séparée judiciairement ou de fait, ou qui vit maritalement avec lui, qu'elle soit de sexe différent ou de même sexe et qui cohabite avec son enfant ou celui de l'étudiant;

#### ***Loi sur l'aide juridique (L.R.Q., chapitre A-14)***

1.1. Sont des conjoints:

1° les époux qui cohabitent;

2° les personnes vivant maritalement qui sont les père et mère d'un même enfant;

3° les personnes majeures, de sexe différent ou de même sexe, qui vivent maritalement et qui, à un moment donné, ont cohabité pendant une période d'au moins un an.

***Loi sur l'assurance automobile (L.R.Q., chapitre A-25)***

«conjoint»: la personne qui est mariée à la victime et cohabite avec elle ou qui vit maritalement avec la victime, qu'elle soit de sexe différent ou de même sexe et qui est publiquement représentée comme son conjoint depuis au moins trois ans, ou, dans les cas suivants, depuis au moins un an:

- un enfant est né ou à naître de leur union,
- elles ont conjointement adopté un enfant,
- l'une d'elles a adopté un enfant de l'autre;

***Loi sur les assurances (L.R.Q., chapitre A-32)***

v) «conjoint»: une personne qui est mariée et qui cohabite avec la personne avec laquelle elle est mariée ou une personne qui vit maritalement avec une autre personne, de sexe différent ou de même sexe, sans être mariée avec celle-ci et qui cohabite avec elle depuis au moins un an;

***Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (L.R.Q., chapitre C-4.1)***

**209.** Un «conjoint» est une personne:

1° qui est mariée et qui cohabite avec la personne avec laquelle elle est mariée;

2° qui vit maritalement avec une autre personne, de sexe différent ou de même sexe, sans être mariée avec celle-ci et qui cohabite avec elle depuis au moins un an.

***Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25)***

Est considérée comme le conjoint du débiteur, la personne avec laquelle le débiteur est marié ou, s'il n'est pas marié, la personne, de sexe différent ou

de même sexe, avec laquelle il vit maritalement depuis trois ans ou depuis un an si un enfant est issu de leur union.

***Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale (L.R.Q., chapitre C-52.1)***

39. Le conjoint est la personne qui est mariée avec un député ou un retraité ou, si celui-ci n'est pas marié, la personne, de sexe différent ou de même sexe, non mariée au moment du décès qui vit maritalement avec ce député ou ce retraité et est publiquement représentée comme son conjoint depuis un an si un enfant est né ou est à naître de cette union ou, dans le cas contraire, depuis au moins trois ans.

***Loi sur les coopératives (L.R.Q., chapitre C-67.2)***

«Conjoint.»

Pour l'application du présent article sont des conjoints, les époux qui cohabitent et les personnes, de sexe différent ou de même sexe, qui depuis au moins un an vivent maritalement.

***Loi concernant les droits sur les mutations immobilières (L.R.Q., chapitre D-15.1)***

Pour l'application du paragraphe *d* du premier alinéa, on entend par «conjoints», outre son sens ordinaire, deux personnes de sexe différent ou de même sexe qui, à la date du transfert, vivent maritalement l'une avec l'autre et qui ont vécu maritalement l'une avec l'autre tout au long d'une période de 12 mois se terminant avant la date du transfert ou sont les père et mère d'un même enfant. Deux personnes de sexe différent ou de même sexe qui vivaient maritalement l'une avec l'autre à un moment quelconque avant la date du transfert sont réputées vivre maritalement l'une avec l'autre à cette date, sauf si elles vivent séparées à cette date en raison de l'échec de leur union et si cette séparation s'est poursuivie durant une période d'au moins 90 jours qui comprend cette date.

***Loi sur les élections scolaires (L.R.Q., chapitre E-2.3)***

2° «conjoint»: la personne qui est mariée et qui cohabite avec celle qui est visée au premier alinéa ou la personne qui n'est pas mariée avec elle, qu'elle soit de sexe différent ou de même sexe, mais qui vit maritalement avec elle et qui la présente publiquement comme son conjoint.

**Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3)**

*Sens du mot «conjoint».*

**2.2.1.** Dans la présente partie et les règlements:

a) les mots se rapportant au conjoint d'un contribuable à un moment quelconque comprennent la personne de sexe différent ou de même sexe qui, à ce moment, vit maritalement avec le contribuable et soit a ainsi vécu avec le contribuable tout au long d'une période de 12 mois se terminant avant ce moment, soit serait le père ou la mère d'un enfant dont le contribuable serait le père ou la mère si l'article 2 se lisait sans les mots «ou qui est le père ou la mère du conjoint du contribuable»;

b) une référence au mariage doit se lire comme si l'union de deux particuliers dont l'un est le conjoint de l'autre par l'effet du paragraphe a constituait un mariage;

c) les dispositions applicables à une personne qui est mariée s'appliquent à une personne qui est, par l'effet du paragraphe a, le conjoint d'un contribuable;

d) les dispositions qui s'appliquent à une personne qui n'est pas mariée ne s'appliquent pas à une personne qui est, par l'effet du paragraphe a, le conjoint d'un contribuable.

*Présomption.*

Pour l'application du paragraphe a du premier alinéa, le contribuable et la personne y visés qui vivent maritalement à un moment quelconque sont réputés vivre ainsi à un moment donné après ce moment, sauf s'ils vivaient séparés au moment donné en raison de l'échec de leur union et si cette séparation s'est poursuivie durant une période d'au moins 90 jours qui comprend le moment donné.

**Loi sur les normes du travail (L.R.Q., chapitre N-1.1)**

3° «conjoints»: les personnes:

a) qui sont mariées et cohabitent;

b) qui vivent maritalement et sont les père et mère d'un même enfant;

c) de sexe différent ou de même sexe, qui vivent maritalement depuis au moins un an;

***Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9)***

*Conjoint survivant.*

**91.** Se qualifie comme conjoint survivant, sous réserve de l'article 91.1, la personne qui, au jour du décès du cotisant:

a) est mariée avec le cotisant et n'en est pas judiciairement séparée de corps;

b) vit maritalement avec le cotisant, qu'elle soit de sexe différent ou de même sexe, pourvu que ce dernier soit judiciairement séparé de corps ou non marié au jour de son décès, depuis au moins trois ans ou, dans les cas suivants, depuis au moins un an:

- un enfant est né ou à naître de leur union,
- ils ont conjointement adopté un enfant,
- l'un d'eux a adopté un enfant de l'autre.

*Conjoint survivant.*

Pour l'application du paragraphe *b* du premier alinéa, la naissance ou l'adoption d'un enfant pendant un mariage ou une période de vie maritale antérieurs à la période de vie maritale en cours au jour du décès du cotisant peut permettre de qualifier une personne comme conjoint survivant.

*Conjoint survivant.*

**91.1.** Malgré le premier alinéa de l'article 91, la personne qui, au jour du décès du cotisant, est mariée avec ce dernier mais en est séparée de corps par suite d'un jugement ayant pris effet à leur égard avant le 1<sup>er</sup> juillet 1989 se qualifie comme conjoint survivant, pourvu qu'aucun nouveau jugement de séparation de corps n'ait pris effet à leur égard après le 30 juin 1989 et sauf si une autre personne vit maritalement avec le cotisant, qu'elle soit de sexe différent ou de même sexe, depuis au moins trois ans.

De plus, la personne qui, au jour du décès du cotisant, est mariée avec celui-ci mais en est séparée de corps par suite d'un jugement ayant pris effet entre le 30 juin 1989 et le 1<sup>er</sup> janvier 1994 peut être considérée comme son conjoint survivant dans les conditions suivantes:

a) aucun partage des gains n'a été effectué par suite de ce jugement;

b) aucun nouveau jugement de séparation de corps n'a pris effet à leur égard après le 31 décembre 1993;

c) personne ne se trouve dans les conditions prévues au paragraphe b du premier alinéa de l'article 91.

***Loi sur le régime de retraite de certains enseignants (L.R.Q., chapitre R-9.1)***

33. Le conjoint est, pour l'application du régime, la personne qui est mariée avec l'employé ou le pensionné, selon le cas, ou, si l'employé ou le pensionné n'est pas marié, la personne, de sexe différent ou de même sexe, non mariée au moment du décès qui, pendant au moins les trois années précédant le décès, a maritalement résidé avec lui et a été publiquement représentée par lui comme son conjoint.

***Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (L.R.Q., chapitre R-9.2)***

58. Le conjoint est, pour l'application du régime, la personne qui est mariée avec l'employé ou le pensionné, selon le cas, ou, si l'employé ou le pensionné n'est pas marié, la personne, de sexe différent ou de même sexe, non mariée au moment du décès qui, pendant au moins les trois années précédant le décès, a maritalement résidé avec lui et a été publiquement représentée par lui comme son conjoint.

***Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., chapitre R-9.3)***

44. Pour l'application de la présente loi, le conjoint est la personne qui est mariée avec un participant ou un pensionné ou, si celui-ci n'est pas marié, la personne, de sexe différent ou de même sexe, non mariée au moment du décès qui vit maritalement avec ce participant ou ce pensionné et est publiquement représentée comme son conjoint depuis un an si un enfant est né ou est à naître de cette union ou, dans le cas contraire, depuis au moins trois ans.

***Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10)***

44. Le conjoint est, pour l'application du régime, la personne qui est mariée avec l'employé ou le pensionné, selon le cas, ou, si l'employé ou le pensionné n'est pas marié, la personne, de sexe différent ou de même sexe, non mariée au moment du décès qui, pendant au moins les trois années

précédant le décès, a maritalement résidé avec lui et a été publiquement représentée par lui comme son conjoint.

***Loi sur le régime de retraite des enseignants (L.R.Q., chapitre R-11)***

**46.** Le conjoint est, pour l'application du régime, la personne qui est mariée avec l'enseignant ou le pensionné, selon le cas, ou, si l'enseignant ou le pensionné n'est pas marié, la personne, de sexe différent ou de même sexe, non mariée au moment du décès qui, pendant au moins les trois années précédant le décès, a maritalement résidé avec lui et a été publiquement représentée par lui comme son conjoint.

***Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (L.R.Q., chapitre R-12)***

**77.** Le conjoint est, pour l'application de la présente loi, la personne qui est mariée avec le fonctionnaire ou le pensionné ou, si le fonctionnaire ou le pensionné n'est pas marié, la personne, de sexe différent ou de même sexe, non mariée au moment du décès qui, pendant au moins les trois années précédant le décès, a maritalement résidé avec lui et a été publiquement représentée par lui comme son conjoint.

***Loi sur les régimes complémentaires de retraite (L.R.Q., chapitre R-15.1)***

**85.** Pour l'application de la présente sous-section, le conjoint est la personne qui, au jour considéré en vertu du deuxième alinéa:

1° est mariée à un participant;

2° vit maritalement avec un participant non marié, qu'elle soit de sexe différent ou de même sexe, depuis au moins trois ans ou, dans les cas suivants, depuis au moins un an:

- un enfant au moins est né ou à naître de leur union;
- ils ont conjointement adopté au moins un enfant durant leur période de vie maritale;
- l'un d'eux a adopté au moins un enfant de l'autre durant cette période.

**178.** Pour l'application des articles 176 et 177, sont des conjoints soit les personnes mariées, soit les personnes, de sexe différent ou de même sexe, vivant maritalement depuis au moins trois ans ou, dans les cas suivants, depuis au moins un an:

- un enfant au moins est né ou à naître de leur union;
- elles ont conjointement adopté au moins un enfant durant leur période de vie maritale;
- l'une d'elles a adopté au moins un enfant de l'autre durant cette période.

***Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne (L.R.Q., chapitre S-29.01)***

«conjoint»: toute personne qui:

1<sup>o</sup> est mariée avec une personne et cohabite avec elle;

2<sup>o</sup> vit maritalement avec une personne, de sexe différent ou de même sexe, sans être mariée avec celle-ci et cohabite avec elle depuis au moins trois ans ou depuis un an si un enfant est né ou à naître de leur union et qui est publiquement représentée comme son conjoint;

***Loi sur la taxe de vente du Québec (L.R.Q., chapitre T-0.1)***

«ex-conjoint» d'un particulier donné comprend un particulier de sexe différent ou de même sexe avec lequel le particulier donné a vécu une relation assimilable à une union conjugale;

***Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., chapitre T-16)***

**236.** Pour l'application de la présente partie, le conjoint est la personne qui, au moment du décès du juge:

1<sup>o</sup> est mariée avec le juge;

2<sup>o</sup> vit maritalement avec le juge, qu'elle soit de sexe différent ou de même sexe, alors que celui-ci n'est pas marié, depuis au moins trois ans ou, dans les cas suivants, depuis au moins un an:

- un enfant est né ou à naître de leur union;
- ils ont conjointement adopté un enfant durant leur période de vie maritale;
- l'un d'eux a adopté un enfant de l'autre durant cette période.